



## RAPPORT ANNUEL

2003 | 2004

# Durabilité

RCRPP  CPRN

[www.rcrpp.org](http://www.rcrpp.org)

**« Permettez-moi de vous féliciter pour l'excellent travail réalisé par les RCRPP. L'organisme possède une réputation solide parmi les gens d'affaires, qui mérite d'être soulignée et soutenue ».**

– Cadre d'un service public provincial

**« Je viens de lire l'étude dans laquelle vous analysez la notion d'imputabilité et je l'ai beaucoup appréciée. Je suis convaincu que de nombreux chercheurs la trouveront utile, et qu'elle prépare très bien la voie aux autres travaux que vous réaliserez dans ce domaine ».**

– Chercheur en santé

**« Vous pouvez être fiers de vos collaborateurs. La clarté de la rédaction et la structure de ce rapport sont impressionnantes. Mes étudiants profiteront grandement des talents de vos chercheurs et de vos rédacteurs ».**

– Enseignant

## Mission des RCRPP

Les RCRPP ont pour mission de créer des connaissances et d'orienter le débat public sur des questions économiques et sociales qui ont une importance déterminante pour le bien-être des Canadiens. L'objectif visé est de faire du Canada une société plus humanitaire, plus juste et plus prospère.

Les RCRPP ont pour caractéristique distinctive d'être en mesure d'aider les décideurs et les citoyens à s'interroger sur les idées, les valeurs, les cadres de référence, les politiques, les programmes et les « façons de faire » qui permettront au pays de s'adapter aux transformations économiques et sociales qu'il subit.

Les RCRPP prônent l'intégration dans un monde de plus en plus fragmenté en fonction des disciplines, des instances gouvernementales, de la langue et de la culture. L'organisme a mis au point une capacité unique d'apprentissage partagé, qui influence la façon dont la recherche est entreprise et la manière dont les résultats sont communiqués. Les RCRPP forment un milieu neutre, à l'intérieur duquel des groupes diversifiés de personnes peuvent se rencontrer pour réfléchir, collaborer et faire valoir leurs différences afin d'arriver à une meilleure compréhension et de trouver des terrains d'entente.

Les dirigeants des RCRPP s'emploient à élaborer des propositions constructives, fondées sur des analyses solides et une compréhension pratique de ce qui peut être accompli dans un monde imparfait.

Les RCRPP sont indépendants. Il s'agit d'une entité à but non lucratif possédant le statut d'organisme de bienfaisance. Son financement provient de sources diversifiées – gouvernement fédéral, provinces, fondations et entreprises. Cette diversité fait en sorte qu'aucune voix unique ne domine dans le processus de recherche. Le conseil d'administration est responsable de la bonne gestion de ces ressources.

Les RCRPP sont économiquement efficaces. Les projets sont ambitieux dans leur portée, mais les coûts et les risques sont répartis entre plusieurs bailleurs de fonds. Les frais généraux sont réduits au minimum et les délais de démarrage des projets sont limités puisque l'organisme attire des spécialistes des universités, des instituts de recherche et d'autres organisations. De nombreuses personnes acceptent de participer bénévolement à la régie interne de l'organisme et au processus de recherche.

# TABLE DES MATIÈRES

|  |  |
|--|--|
| <b>Mission des RCRPP</b> .....                   | <i>Intérieur de la page couverture</i> |
| RCRPP 1995-2005 .....                            | 3                                      |
| Message de la présidente .....                   | 4                                      |
| Pourquoi parler de « durabilité » ? .....        | 11                                     |
| Survol des activités de l'organisation .....     | 12                                     |
| Campagne des idées nouvelles .....               | 18                                     |
| Prix d'excellence .....                          | 23                                     |
| Réseau de la main-d'œuvre .....                  | 24                                     |
| Réseau de la santé .....                         | 30                                     |
| Réseau de la participation publique .....        | 34                                     |
| Réseau de la famille .....                       | 40                                     |
| Nos appuis financiers .....                      | 44                                     |
| Nos publications récentes .....                  | 46                                     |
| États financiers .....                           | 53                                     |
| <b>Membres du conseil d'administration</b> ..... | 63                                     |





## RCRPP 1995-2005

Nous lancerons cet hiver les célébrations de notre 10<sup>e</sup> anniversaire d'existence, qui se répartiront sur toute une année. Nous avons créé les RCRPP au départ parce que nous pouvions percevoir le besoin de réaliser des recherches sur les politiques de haute qualité et fondées sur des réalités empiriques, pour lesquelles nous sommes maintenant reconnus. Nous n'avions aucune idée que nous serions encore actifs 10 années plus tard. Si nous jetons un regard en arrière, nous avons tout lieu d'être fiers de nos réalisations. En se tournant vers l'avenir, nous nourissons de grandes ambitions pour nos travaux futurs.

Mais la durabilité, le thème du *Rapport annuel* de cette année, résume avec pertinence les défis quotidiens que doivent relever des organismes comme le nôtre et même l'ensemble du secteur à but non lucratif. Compte tenu de l'importance de l'apport du secteur au bien-être des Canadiens, la durabilité du secteur doit aussi être une priorité des politiques publiques.

Judith Maxwell

## MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE



Judith Maxwell, Présidente

### La durabilité : un choix éthique

*« Le lien entre la croissance économique, le bien-être et la satisfaction humaine est une question épineuse, qu'il ne faudrait désormais plus ignorer [...] »*

- UK Sustainable Development Commission

*« L'ingéniosité n'est pas constituée uniquement de trouvailles qui débouchent sur de nouvelles technologies; elle se compose plus fondamentalement d'inspirations qui mènent à de meilleures institutions et modalités d'organisation sociale, comme des marchés efficaces et des gouvernements compétents ».*

- Thomas Homer Dixon

« Qu'est-ce que je dois aux générations futures ? Elles n'ont jamais rien fait pour moi », m'a déjà dit un collègue. Dans ce commentaire, il a résumé le défi éthique que pose la vie sur notre planète.

De nos jours, personne ne devrait plaisanter au sujet du problème de la durabilité. Au moment même où le

réchauffement de la planète rend nos conditions météorologiques plus turbulentes, que le SIDA ravage des continents entiers et que les prix du pétrole franchissent la barre des 50 \$ le baril, nous nous préoccupons de la viabilité de notre système de soins de santé et de nos collectivités.

Plus que jamais, nous devons songer sérieusement à notre aptitude à faire des choix « qui répondent aux besoins actuels sans compromettre l'aptitude des générations futures à satisfaire à leurs propres besoins ». Le problème réside dans le fait que nous avons de la difficulté à faire des choix viables lorsque d'importants intérêts entrent en conflit. Même lorsque les tendances futures sont inévitables, comme le vieillissement de la société canadienne, nous ne parvenons pas à nous entendre sur la façon de concilier à l'heure actuelle les besoins des jeunes générations avec ceux des générations plus âgées !

Et lorsque les Canadiens n'arrivent pas à s'entendre, les gouvernements à tous les niveaux sont réticents à agir, à moins d'être forcés de le faire. Même dans ce cas, ils ne prennent pas toujours les meilleures décisions!. Il s'ensuit que nous perdons de précieux moments en négligeant de s'adapter aux nouvelles circonstances ou de prendre des mesures préventives. Lorsque vous et moi agissons ainsi, on nous accuse de tergiverser.

Mais, il y a des signes prometteurs. Lors de récents dialogues entre citoyens organisés par le RCRPP, nous avons pu déceler une tendance nette parmi les Canadiens, lorsqu'ils sont aux prises avec des choix difficiles concernant les soins de santé, les politiques budgétaires ou la gestion du combustible nucléaire irradié, à faire des choix éthiques qui tiennent compte de leurs droits et de leurs responsabilités.

Qu'il s'agisse de la question de notre approvisionnement en eau ou de celle de l'élimination des déchets radioactifs, les participants à nos dialogues acceptent leur responsabilité d'établir les prix de la consommation actuelle en tenant compte des coûts qu'elle impose aux générations futures. Il s'agit fondamentalement d'un impératif d'ordre éthique.

Toutefois, la contrainte des dialogues, c'est que seulement quelques centaines de gens y participent. Les Canadiens de façon générale ont besoin de lieux de rencontre où ils peuvent mener des discussions plus approfondies avec leurs compatriotes. Ce n'est qu'au cours d'échanges en face à face que l'empathie humaine se manifeste. Et c'est cette empathie qui déclenche ce sentiment de responsabilité envers les autres, qu'ils soient nés et non encore nés. Il s'agit de l'aptitude à se mettre à la place d'une autre personne.

### *Vers la durabilité*

La notion de durabilité est généralement acceptée dans les discussions portant sur des enjeux relatifs à l'environnement mondial. Elle se glisse maintenant dans le vocabulaire des sociétés, des gouvernements, des organismes à but non lucratif et dans les discussions sur la politique sociale<sup>2</sup>. Mais elle n'a pas encore été acceptée comme « normale » dans ces domaines et elle n'est pas perçue non plus comme un objectif primordial d'une société. Pourtant, la durabilité est à bien des égards la notion principale qui devrait guider toute la prise de décision. Des choix qui ne compromettent pas l'aptitude des générations futures à combler leurs besoins sont des choix qui répondent à une multiplicité de finalités – d'ordre social, politique, économique, culturel et écologique.

Dans le contexte de ce message, j'entends m'employer à étendre la notion à d'autres domaines – les communautés et les villes, les soins de santé et le vieillissement de la

**« Mes félicitation à vous et aux RCRPP pour vos recherches actuelles et le soutien que vous apportez aux Canadiens et aux responsables des politiques dans un effort visant à les aider à trouver des solutions aux grands problèmes de l'heure. Vous faites un apport significatif à l'élaboration des politiques au pays. Meilleurs vœux de succès dans la poursuite de votre mission ».**

– PDG de société

société – ces trois champs sont des forces motrices majeures du bien-être et ils font partie du programme de travail des RCRPP.

### *Les communautés et les villes*

Le défi de la durabilité nous touche tous plus directement dans les communautés où nous vivons. Pour subvenir à leurs propres besoins et à ceux de leurs familles, les Canadiens d'âge adulte doivent avoir accès à un emploi qui leur permet de se procurer les nécessités de la vie – nourriture, logement, sécurité physique, transport, éducation, air pur et eau potable – et avoir accès à toutes les activités qui font partie d'une vie quotidienne saine. Tout cela semble assez fondamental, n'est-ce pas ?

Mais les collectivités canadiennes, notamment les grandes villes, atteignent les limites de leurs possibilités en ce qui concerne les questions d'ordre écologique, social, politique et culturel. Elles font face à de sérieuses pénuries de logement à prix abordable, à une pauvreté croissante et à un niveau plus élevé de concentration de la pauvreté dans des quartiers précis parmi des jeunes et des gens en âge de travailler, notamment chez les minorités visibles. Les villes sont aussi en voie de devenir



moins accueillantes pour un large segment de la classe moyenne, à cause d'allers-retours au travail longs et congestionnés, d'une intensification des tâches au travail, d'une stagnation du pouvoir d'achat et des limites à l'accès aux services publics. Entre-temps, la création de richesse et la hausse des revenus se poursuivent à un rythme rapide dans les quartiers les plus opulents.

Cette polarisation des revenus et des quartiers contribue à détruire l'empathie. Les gens travaillent et vivent de plus en plus dans des endroits distincts et ils n'ont pas l'occasion de se rencontrer dans un espace commun où ils pourraient voir les effets de cet écart économique et social qui se creuse. Mais, les gouvernements aux niveaux fédéral, provincial et municipal n'ont qu'une capacité limitée leur permettant de déployer les efforts concertés nécessaires pour réagir de façon efficace – pour aider à rétrécir les écarts, créer des espaces publics et des lieux de rencontre, et rendre les collectivités plus accueillantes. Et les marchés ne sont pas eux-mêmes en mesure de solutionner ce genre de problème.

Il revient aux citoyens de se prendre en main. Heureusement, certains d'entre eux le font. En s'appuyant sur 13 études de cas, Neil Bradford a pu constater que l'élément singulier le plus important pour une mobilisation communautaire était la présence d'un chef de file ou d'un champion local – une personne qui se saisit d'une question et qui est déterminée à changer les choses. Sans exception, ce sont des gens dans des villes aussi diversifiées que Kelowna, Saskatoon, Waterloo, la région de la Beauce au Québec, et Halifax, qui ont mis sur pied des coalitions de citoyens sur place et mobilisé les organismes gouvernementaux pour faire bouger les choses.

Il en est résulté une renaissance – de nouvelles industries, de nouveaux chefs de file communautaires, une nouvelle qualité de vie. Des solutions sont apportées aux problèmes parce que ces champions locaux alimentent une

culture civique de la créativité – en faisant les choses d'une façon différente et plus efficace.

Ce que Bradford a décelé dans ces collectivités, c'est une connectivité – des gens de partout dans la collectivité qui travaillent ensemble. En unissant leurs efforts, ils sensibilisent des partenaires de l'extérieur à leurs problèmes, dont les gouvernements. Un nouvel exemple récent mais important est le Sommet de la ville de Toronto qui, entre autres choses, a permis de former des comités pour favoriser l'intégration des nouveaux immigrants au marché du travail et étudier une réforme des politiques de sécurité du revenu – pas nécessairement une insistance dont on peut s'attendre de dirigeants du monde des affaires.

Des communautés et des villes à la recherche de leur durabilité et de leur viabilité doivent débiter par un seul projet. Mais, au cœur de la durabilité figure un renouvellement permanent, que Jane Jacobs a décrit dans plusieurs de ses livres. Son plus récent, *Dark Age Ahead*, contient un appel en faveur de la recherche d'un plus grand nombre de champions et de gouvernements davantage sensibilisés aux besoins de l'heure. Elle y fait aussi une mise en garde de ne pas prendre la démocratie pour un fait acquis.

### *Les soins de santé*

Au moment où j'écris ces lignes, la rencontre de septembre des premiers ministres sur la santé vient de se terminer, avec comme résultat un transfert massif de recettes du fédéral vers les gouvernements provinciaux. Il s'agit de la troisième fois en quatre ans que le gouvernement fédéral s'engage à verser des milliards de dollars supplémentaires pour la santé. En bonne partie, ces sommes ont été englouties dans le système de soins de santé sans que des améliorations apparentes ne puissent être décelées dans les soins reçus par les patients. Les listes d'attente sont toujours trop longues pour de nombreux services, les hôpitaux sont à court de lits, des chirurgies sont annulées,



des gens attendent des mois pour obtenir un diagnostic, tandis que d'autres ne peuvent pas se trouver de médecin.

Lorsque notre Réseau de la santé a convoqué une conférence sur les temps d'attente au nom de quatre associations nationales de la santé, Cathy Fooks a pu constater que les listes d'attente pour des services précis sont maintenant beaucoup mieux gérées à divers endroits de Halifax à Edmonton. Comment cela s'est-il produit ? Un champion local (presque toujours un médecin) avait décidé de prendre l'affaire en main. Cette personne s'est employée à rallier sur place tous les gens et les institutions responsables des soins aux patients et, ensemble, ils ont conçu une stratégie pour gérer le mouvement des patients du début jusqu'à la fin. Ils sont ainsi parvenus à réduire radicalement les temps d'attente dans des services qui traitaient des cas aussi sérieux que des crises cardiaques ou des personnes souffrant de maladies chroniques comme le diabète, souvent sans augmentation des coûts.<sup>3</sup>

Il y a donc tout lieu de croire que nos systèmes de soins de santé peuvent devenir viables, si les leaders sur la ligne de front prennent les choses en main. Les premiers ministres doivent bien sûr assurer un financement stable et prévisible, mais les gens qui sont responsables de faire fonctionner le système sont des champions locaux qui sont en mesure d'influencer le comportement des autres.

### *Le vieillissement de la société*

Des études internationales reconnaissent que le système mixte de régimes de retraite privés et publics et de sécurité du revenu pour les aînés en place au Canada nous prépare bien au vieillissement rapide de la population qui se produira au cours des 20 prochaines années. Nous avons pris soin de la sécurité économique des membres de la génération du baby-boom qui vieillissent. Mais, ce qui est moins clair, c'est comment nous prévoyons offrir les services dont ils auront besoin et de quelle façon nous anticipons de pouvoir concilier les besoins des aînés avec



ceux des gens en âge de travailler qui offriront les services et paieront leurs impôts.

Le lien manquant est un engagement envers une « société de tous les âges ». Il s'agit d'une société qui assure que tous les âges seront respectés, acceptés et en mesure de participer pleinement. Elle concilie les besoins de toutes les générations de la naissance au décès. Des choix sont faits qui reconnaissent l'interdépendance des générations.

L'autonomie sera toujours notre objectif – nous la cultivons chez nos enfants et nous l'appuyons parmi les aînés aussi longtemps que possible. Mais l'interdépendance est inévitable. Nous voyons et nous vivons l'expérience de cette interdépendance en tant qu'individus. Dans

ce contexte, nos vies sont entrelacées avec celles des autres générations.<sup>4</sup>

Pourtant, dans nos vies quotidiennes, il nous arrive de perdre de vue cette interdépendance. Lorsque les gens à la retraite votent contre la construction d'une nouvelle patinoire pour le hockey afin d'éviter une hausse des taxes locales, ils privent ainsi de l'accès à cette patinoire tous les enfants et les gens en âge de travailler dans la collectivité. Les aînés votent, mais pas les enfants. Pensez à cela.

Les politiques publiques font souvent défaut à cet égard. La mise en place de l'assurance-santé et de régimes de retraite publics pour les Canadiens à revenu faible et



**Cadres supérieurs, de gauche à droite, rangée d'en arrière :** Ron Saunders, Tom McIntosh, Neil Leslie, Cynthia Williams et Peter Puxley. **Rangée d'en avant :** Al MacKay, Judith Maxwell, David Hay et Mary Pat MacKinnon.



Personnel du bureau d'Ottawa.

modeste dans les années 60 fut un moment historique dans notre développement en tant que société civilisée. Ces programmes reconnaissent que, dans une société plus urbanisée et plus industrialisée, l'État doit partager certains des risques de la vie. Le problème découle du fait que le Canada a omis de créer d'autres systèmes nationaux essentiels de prestation de soins pour les enfants et les adultes non autonomes.

Par exemple, pendant les années 60, on avait supposé que les familles (principalement les femmes) s'occuperaient de prendre soin des enfants ainsi que des aînés. De nos jours, 70 pour cent des mères qui ont de jeunes enfants sont sur le marché du travail, la plupart d'entre elles à temps plein. Et, avec des familles de plus petite taille, de nombreuses personnes âgées se retrouvent en plan et vivent éloignées de leurs enfants d'âge adulte. Il s'agit là de nouveaux risques sociaux.<sup>5</sup>

De plus, les programmes de soutien du revenu des gens en âge de travailler sont tellement enchevêtrés dans les règlements de l'assurance-emploi, de l'aide sociale et des régimes d'invalidité qu'à Toronto, par exemple, seulement 38 pour cent des gens en âge de travailler ont accès à l'assurance-emploi.

### *Partager les risques*

Telles sont les graves lacunes qui caractérisent les systèmes canadiens de partage des risques. Ces lacunes compromettent notre avenir économique et elles rendent de moins en moins certaine la possibilité que les aînés de la génération du baby-boom pourront avoir accès aux types de mesures de soutien dont ils auront besoin, en sus du système de soins de santé, lorsque leur autonomie commencera à diminuer. Ces lacunes créeront des pressions insoutenables pour les familles et les citoyens pendant les quelques prochaines décennies. Inévitablement, les retombées de cette situation créeront aussi des pressions sur les gouvernements et les employeurs.

La mise en place dès maintenant de mesures préventives ferait appel à tout un éventail de politiques innovatrices : intégrer la prestation de soins à notre infrastructure sociale; favoriser l'instauration de régimes de retraite graduelle afin que les personnes au travail puissent concilier leurs responsabilités professionnelles et familiales; faire en sorte que tout enfant obtienne le meilleur départ possible dans la vie et la meilleure éducation possible; rendre nos villes et nos collectivités plus attrayantes et plus réceptives; donner l'occasion à tous les jeunes Autochtones de participer pleinement en tant que citoyens, travailleurs et électeurs; et accélérer l'innovation dans la prestation de soins de santé. Prises dans leur ensemble, ces mesures contribueraient énormément à la viabilité de la société canadienne.

Toutes ces questions sont latentes; il n'y a aucune crise pour justifier une rencontre des premiers ministres. Il n'y a pas d'incitations à établir les partenariats nécessaires entre les dirigeants fédéraux, provinciaux, municipaux et autochtones, et à mobiliser les forces du secteur privé et des intervenants sociaux. Mais, le temps passe rapidement.

Ces tergiversations sont à l'origine même de la *non-durabilité*. Elles permettent aux sociétés de faire des choix qui compromettent l'aptitude des générations futures à répondre à leurs besoins. En somme, nos fautes collectives parfois les plus sérieuses sont des fautes d'omission – le défaut d'agir.

Si vous examinez les programmes et les projets de nos quatre Réseaux que nous décrivons dans les pages ci-après, vous constaterez que notre tâche aux RCRPP consiste à offrir des idées neuves pour aider les Canadiens à aborder ces questions latentes et à édifier une société viable. Notre tâche est de percevoir les interrelations entre les diverses ramifications du secteur public, des disciplines universitaires et des domaines d'intervention communautaire. Nous regardons au-delà de l'horizon immédiat

pour aider les Canadiens à reconnaître et à assumer les grands défis. Tout comme eux, nous voulons bâtir une excellente société dans un univers rempli de contraintes croissantes en matière de ressources, de concurrence intense et d'interdépendance multiple entre les frontières.

Les gens peuvent influencer les résultats. Mais les institutions publiques et privées doivent répondre à leur demande d'intervention. Notre volonté collective est indispensable dans chaque cas. Les politiques publiques doivent réagir en conséquence.

La durabilité est une notion fondamentale qui sert à orienter nos décisions dans chaque domaine de nos vies. Il s'agit du défi éthique de notre temps.

## Notes

- 1 Deux exemples. Une conséquence non intentionnelle des coupures budgétaires gouvernementales du début des années 90 fut une hausse soutenue des inégalités de revenu (après impôts et transferts) à compter de 1995. Auparavant, la décision de contrôler les prix du pétrole après le premier choc pétrolier de 1973 a mené à une détérioration de la situation concurrentielle du Canada, parce que les autres pays ont adapté leurs produits et leurs services plus rapidement à la nécessité de conserver l'énergie.
- 2 Vous la retrouverez, par exemple, dans le Rapport annuel de la société Alcan Aluminium Limitée, dans les rapports récents du Vérificateur général du Canada et dans le premier chapitre du Rapport de la commission Romanow sur l'Avenir des soins de santé au Canada.
- 3 Michael Rachlis a fait état d'améliorations remarquables au chapitre de l'efficacité d'un large éventail de services précis offerts dans des endroits particuliers.
- 4 Nous faisons aussi tout en notre pouvoir pour venir en aide à nos aînés, ainsi qu'à nos enfants et petits-enfants. Mais l'interdépendance s'étend au-delà des liens familiaux. Lorsqu'une personne âgée a besoin de services personnels ou de santé, elle devra souvent se tourner vers des personnes beaucoup plus jeunes, comme une infirmière, une auxiliaire familiale, un chauffeur de taxi, etc. Comme nous tous, elle a besoin de rues sécuritaires, de spécialistes bien formés, de services communautaires attentionnés, d'accès à des services de loisir, et ainsi de suite.
- 5 À l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle, nous n'avons pas encore de stratégie systématique en matière de services de garderie (à l'extérieur du Québec) ou de soins aux aînés. Jane Jenson a analysé les nouveaux risques sociaux dans deux publications.

## Références et ouvrages connexes

- Alcan Inc. (2003), *Au-delà des mots, Rapport annuel 2003*, [www.alcan.ca](http://www.alcan.ca)
- Canadian Business for Social Responsibility (2003), *CSR: The New Bottom Line*, supplément au *Globe and Mail*, le 10 septembre.
- Commission du droit Canada (2004), *Une question d'âge : Les rapports entre les générations et le droit*, Ottawa, [www.lcc.gc.ca](http://www.lcc.gc.ca)
- Conference Board du Canada (2004), *The National Corporate Social Responsibility Report: Managing Risks, Leveraging Opportunities*, juin.
- Emerson, Jed (2004), *The Blended Value Map: Tracking the Intersects and Opportunities of Economic, Social and Environmental Value Creation*, [www.blendedvalue.org](http://www.blendedvalue.org)
- Fooks, Cathy (2004), *The Taming of the Queue: Wait Time Measurement, Monitoring and Management – Colloquium Report*, mars, [www.rcrpp.org](http://www.rcrpp.org)
- Gibbons, Roger (2004), « When worlds collide: Creating a new vision that celebrates our natural environment », *CWF Project Update*, juillet, [www.cwf.ca](http://www.cwf.ca)
- Gouvernement du Canada (2004), *Stratégie de développement durable : Aller de l'avant*, Ressources naturelles Canada, [www.nrcan.gc.ca](http://www.nrcan.gc.ca)
- Hawken, Paul, Amory Lovins et L. Hunter Lovins (2003), *Natural Capitalism: Creating the Next Industrial Revolution*, Rocky Mountain Institute.
- Homer-Dixon, Thomas (2000), *The Ingenuity Gap: Can We Solve the Problems of the Future?*, Vintage Books, [www.randomhouse.ca](http://www.randomhouse.ca)
- Jenson, Jane (2004), *Catching Up to Reality: Building the Case for a New Social Model*, janvier, [www.rcrpp.org](http://www.rcrpp.org)
- \_\_\_\_\_ (2004), *Les nouveaux risques sociaux au Canada : Des orientations pour une nouvelle architecture sociale*, septembre, [www.rcrpp.org](http://www.rcrpp.org)
- Kenny, Nuala (2004), *What's Fair? Ethical Decision-Making in an Aging Society*, mai, [www.rcrpp.org](http://www.rcrpp.org)
- Manning, Preston (2004), « Backing the dark (green) horse », *CWF From the desk of...* septembre, [www.cwf.ca](http://www.cwf.ca)
- Projet de recherche sur les politiques (2004), « Développement durable – Et maintenant? », *Horizons*, volume 6, n° 4, mars, [www.policyresearch.gc.ca](http://www.policyresearch.gc.ca)
- Rachlis, Michael (2004), *Prescription for Excellence*, HarperCollins Publishers Ltd.
- Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques (2002), *Dialogue entre citoyens sur l'avenir du Canada : Un contrat social pour le 21<sup>e</sup> siècle*. Pour les rapports concernant ce dialogue et d'autres, voir le Réseau de la participation publique au site : [www.rcrpp.org](http://www.rcrpp.org)
- Rifkin, Jeremy (2004), *The European Dream: How Europe's Vision Is Quietly Eclipsing the American Dream*, Penguin, critique de Thomas Axworthy dans *The Globe and Mail*, le 4 septembre.
- Romanow, Roy J. (2002), *Guidé par nos valeurs – L'avenir des soins de santé au Canada*, chapitre 1, novembre, [www.hc-sc.gc.ca/french/care/romanow/](http://www.hc-sc.gc.ca/french/care/romanow/)
- UK Sustainable Development Commission (2003), *Agenda 2003: Where Next for Sustainable Development?*, le 19 février, p. 11, [www.sd-commission.gov.uk](http://www.sd-commission.gov.uk)
- Wong, Milton (2003), « Achieving sustainable development: An ecological and moral imperative for tomorrow's successful businesses », allocution aux participants à la Business Case for Sustainability Conference, le 17 novembre (miméo).



## POURQUOI PARLER DE « DURABILITÉ » ?

« **Durabilité** » fait partie du vocabulaire usuel du mouvement écologique depuis des années. En termes simples, le mot décrit l'organisation sociale ainsi qu'un niveau et un mode de consommation qui peuvent se poursuivre indéfiniment sans pénaliser ou réduire les choix des générations futures.

Notre utilisation du terme « durabilité » s'est élargie, à mesure que les réalités de la mondialisation ont fait sentir leur présence dans tous les aspects de notre vie quotidienne. À l'heure actuelle, les Canadiens souscrivent à plusieurs aspects de nos nouvelles relations avec le monde à l'extérieur du Canada. Mais, nous sommes aussi conscients que ce qui importe au plus haut point pour nous et notre qualité de vie ici au pays peut être vulnérable, si nous ne prenons aucune mesure pour le maintenir. Il en est ainsi, que nous pensons aux soins de santé publics, à la qualité de vie de nos villes de plus en plus diversifiées ou à la capacité de notre secteur bénévole d'offrir les biens et les services que nous attendons de lui.

Notre défi le plus sérieux, au moment où l'univers se modifie autour de nous, est de s'adapter à ces changements de façon à tirer avantage des nouvelles possibilités d'enrichir nos vies, tout en sauvegardant les particularités auxquelles nous tenons tellement. *Ce Rapport annuel*, qui marque notre 10<sup>e</sup> anniversaire d'existence, démontre que la durabilité, en tant que notion mobilisatrice majeure, imprègne les recherches et les activités des RCRPP.



## SURVOL DES ACTIVITÉS DE L'ORGANISATION

Au moment de préparer les célébrations du 10<sup>e</sup> anniversaire des RCRPP, nous éprouvons un sentiment profond de satisfaction; satisfaction concernant nos réalisations, notre impact et, aussi, notre longévité.

Dans le monde des sociétés à but non lucratif, 10 ans d'existence est une fiche honorable. Car nous sommes conscients, à l'instar de centaines d'autres organismes à but non lucratif, du caractère fragile de notre existence. Comme nos propres recherches l'ont indiqué (voir Ron Saunders, *Passion and Commitment Under Stress: Human Resource Issues in Canada's Non-profit Sector – A Synthesis Report*, RCRPP, 2003), malgré l'apport vital et significatif du secteur à but non lucratif à l'économie et au bien-être des Canadiens, on a accordé une attention insuffisante à sa durabilité. Un financement incertain, l'absence de possibilités de formation et d'avancement professionnel, et une rémunération non concurrentielle, entre autres, risquent d'annihiler la volonté de servir le public qui motive les effectifs du secteur. À titre de travailleurs à l'emploi d'un organisme sans but lucratif, il est difficile de ne pas penser à ces réalités comme étant l'un des importants défis qui se posent à la durabilité dans notre pays.

Dans les pages qui suivent, vous verrez qu'une bonne partie de nos recherches portent sur la viabilité de nos institutions, qu'il s'agisse de la famille, du milieu de travail, du système de soins de santé, de notre régime démocratique ou du secteur à but non lucratif. Et, bien sûr, le fait de bien faire son travail est la meilleure manière d'assurer la viabilité de sa propre organisation.



Al MacKay, Vice-président, Exploitation

### *Encadrement de nos activités de recherche*

La viabilité a été la force motrice de travaux considérables réalisés dans le domaine administratif des RCRPP au cours de la dernière année. Compte tenu du fonctionnement maintenant bien rodé de nos systèmes de comptabilité, d'exploitation et de gestion des ressources humaines, nous avons consacré beaucoup d'efforts à déterminer comment le modèle de fonctionnement des RCRPP pouvait être raffiné et amélioré. Même si les RCRPP sont un organisme à but non lucratif, l'efficacité de notre rendement financier est un aspect vital pour assurer notre viabilité à long terme et pour démontrer aux bailleurs de fonds, dans les secteurs tant public que privé, que nous faisons la meilleure utilisation possible des contributions qu'ils font pour appuyer nos projets de recherche.

**« Je tiens à vous complimenter pour la qualité de votre site Web. Je suis d'avis qu'il se distingue par sa présentation sobre, claire mais quand même attrayante, la richesse de son contenu facilement accessible, et la facilité avec laquelle on peut le parcourir. Félicitations pour une réalisation exceptionnelle » !**

– Travailleur du secteur à but non lucratif

### Événements et publications des RCRPP entre juillet 2003 et 2004

**Le 4 juillet 2003**  
*Info-Réseaux*, numéro 22

**Le 11 juillet 2003**  
*Portrait of Canadian Fundraising Professionals – Results of the AFP/CPRN Survey of Fundraisers 2002*, Kathryn McMullen

Des changements récents apportés par le gouvernement fédéral à ses stratégies de financement de la recherche rendent indispensable pour les RCRPP la nécessité de trouver un modèle de financement qui nous permettra de maintenir la qualité élevée des recherches que nous avons la réputation de faire, ainsi que de recouvrer les frais généraux nécessaires pour diffuser largement les résultats de nos recherches et maintenir l'infrastructure de fonctionnement dont a besoin une organisation professionnelle et parvenue à maturité.

Les travaux sur notre modèle de fonctionnement recourent l'importante évaluation externe des RCRPP que Développement social Canada a entrepris pendant la dernière année. L'évaluation découle de la subvention de 9 millions de dollars que les RCRPP ont reçue du gouvernement fédéral en 1999. Son objectif est d'évaluer l'apport sous forme de valeur ajoutée des activités des RCRPP dans le domaine de l'orientation des politiques publiques au pays, le caractère approprié du maintien de la subvention en tant que mécanisme de financement et la mesure dans laquelle les RCRPP ont réussi à diversifier leurs sources de financement et à se diriger vers l'autonomie financière. Le travail sur le terrain en vue de l'évaluation a commencé au début du printemps et s'est poursuivi jusqu'au milieu de l'été. Cette évaluation comprend une enquête en ligne à laquelle plus de 800 intervenants des RCRPP ont participé, ainsi que des études de cas et des entrevues avec des spécialistes. Le rapport est attendu pendant l'automne de 2004.

### *Diffusion de nos travaux*

Les RCRPP ont toujours eu comme priorité pour leurs travaux d'atteindre l'auditoire le plus vaste possible. Nous avons tout mis en mesure pour obtenir les ressources nécessaires pour assurer un libre accès du public à nos publications. Au tout début de notre histoire, nous avons

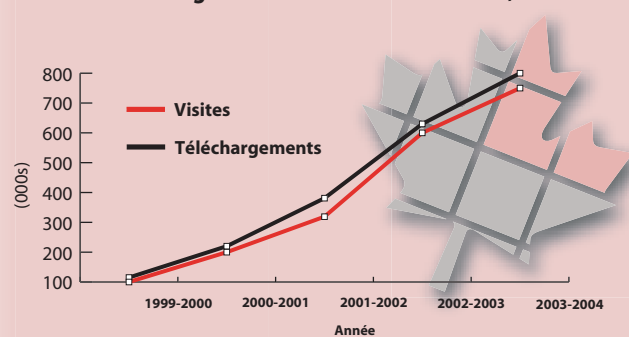


**Peter Puxley, Directeur, Affaires publiques**

compris que la principale voie pour la diffusion des résultats de nos recherches serait le Web. Les RCRPP ont été depuis lors un chef de file du secteur à cet égard.

Le lancement de notre nouveau site Web l'an dernier a ouvert la voie à d'autres initiatives en matière de communications par l'Internet. Cette année, nous avons créé deux nouveaux sous-sites pour le Réseau de la famille – *Enfance Canada* et la *Passerelle de la diversité* – possédant chacun une architecture unique mais intégrée à notre site principal. Pendant la prochaine année, nous espérons pouvoir mettre à l'essai des forums de discussion

**Visites et téléchargements – Site Web des RCRPP, 1999-2004**



(Au 31 août 2004)

#### **Le 18 juillet 2003**

*A Report on the Workshop on Evaluation of Public Involvement Activities, Sandra Zagon*

#### **Le 2 septembre 2003**

*The Great Social Transformation: Implications for the Social Role of Government in Ontario, Judith Maxwell*



publics, recueillir les réactions de nos visiteurs et réaliser des sondages. Nous comptons aussi exploiter l'expérience que nous avons accumulée pour aider à la mise au point d'autres sites Web à vocation communautaire.

Pendant la dernière année, les RCRPP ont publié 35 documents de recherche, ainsi que plusieurs présentations, commentaires et énoncés d'opinion. La réponse du public a été gratifiante, puisque le nombre de visiteurs a continué de fluctuer entre 500 000 et 600 000 sur une base annuelle. Les téléchargements de nos publications ont atteint de nouveaux sommets, puisque les visiteurs ont obtenu de cette façon près de 700 000 exemplaires de nos publications, en hausse d'un bon 10 pour cent par rapport à l'année précédente. (Toutes les données couvrent la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 2003 au 30 juin 2004.) Nous avons maintenant 73 publications dont les téléchargements ont atteint les 5 000 exemplaires ou plus depuis leur lancement, une réalisation vraiment impressionnante !

Ces chiffres couronnent une performance extraordinaire depuis que les RCRPP ont commencé à recueillir des données sur la fréquentation du site Web. Les visiteurs de notre site Internet sont maintenant de cinq à six fois plus nombreux qu'ils ne l'étaient il y a cinq ans, tandis que les téléchargements de nos documents se sont multipliés par un facteur encore plus remarquable de sept pendant la même période. Nous considérons qu'il s'agit là d'un indice de la pertinence et de la portée de nos travaux.

Notre site Web spécial portant sur la situation des milieux de travail au Canada ([www.qualitetravail.ca](http://www.qualitetravail.ca)) a aussi atteint un nouveau sommet d'achalandage avec plus de 100 000 visiteurs par année, une hausse de 15 pour cent par rapport à l'année précédente.



Équipes des communications, de gauche à droite, rangée d'en arrière : Peter Puxley and Paul Macneil. Rangée d'en avant : Kevin Timms et Gisèle Lacelle.

Une autre voie importante pour la dissémination de nos recherches est celle des présentations publiques et privées par la présidente, les directeurs de Réseaux et d'autres membres du personnel des RCRPP à différents endroits au pays et à l'étranger. En tout, ils ont participé à plus de 150 apparitions de ce genre en 2003-2004.

Les RCRPP se tiennent aussi en contact avec le milieu des intervenants par l'intermédiaire d'une gamme de périodiques, diffusés encore une fois surtout par voie électronique. Notre bulletin électronique hebdomadaire, *e-network*, rejoint environ 4 500 abonnés directs et des centaines d'autres par l'intermédiaire de plusieurs serveurs de listes. Ces abonnés proviennent de toutes les régions du Canada et de pays autour de la planète. Ils reçoivent des mises à jour concernant nos publications et nos présentations les plus récentes, ainsi que d'autres nouvelles des RCRPP et du personnel. Notre bulletin d'information trimestriel, *Info-Réseaux*, attire des milliers d'autres lecteurs avec ses résumés de recherches, de rapports, ses entrevues, ses nouvelles concernant les activités des RCRPP et le commentaire régulier de la présidente. La production et

**Le 10 septembre 2003**

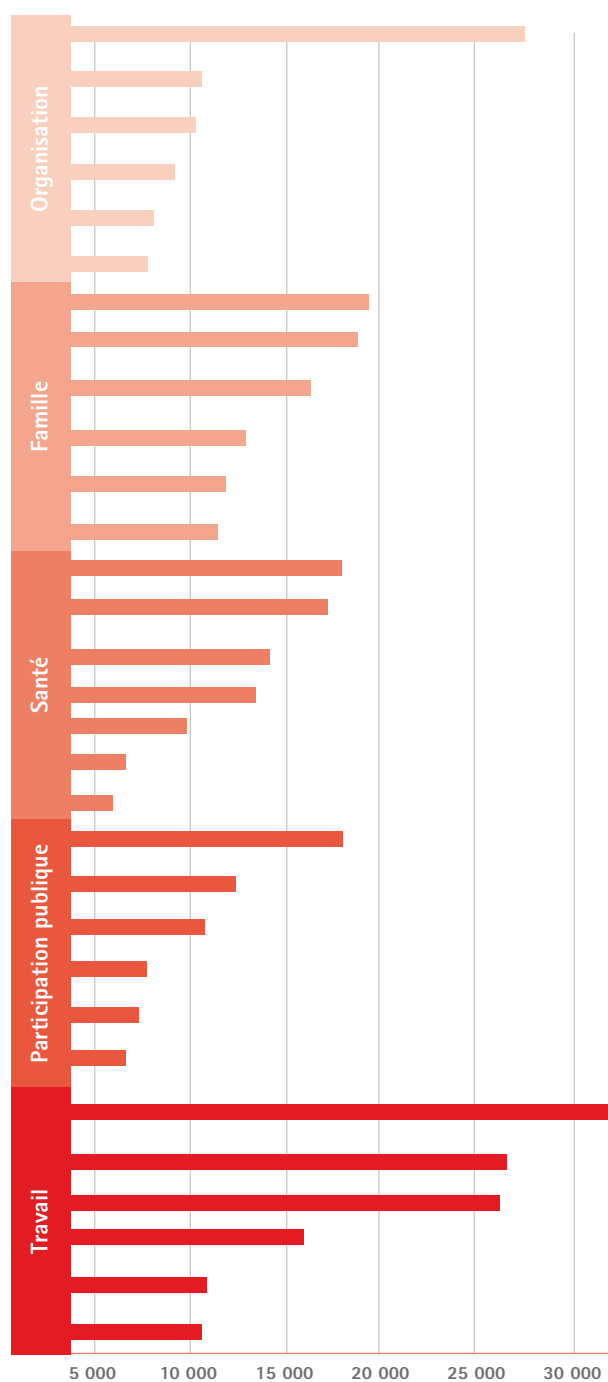
Table ronde sur la participation publique – Séance d'information concernant la conférence sur les dialogues et les délibérations

**Le 12 septembre 2003**

*What Do Canadians Want in North America?: Coming of Age in Canada*, Judith Maxwell

# Principaux téléchargements effectués depuis le site Web des RCRPP selon les Réseaux – Novembre 2000–Juin 2004

|  |                        |
|--|------------------------|
| <i>Efficiency</i> , Rapport annuel 2001-2002   | Organisation           |
| <i>Nurses and Their Workplaces: The Policy Drivers Matter</i> , présentation de Judith Maxwell   |                        |
| <i>Toward a Common Citizenship: Canada's Social and Economic Choices</i> , Judith Maxwell  |                        |
| <i>Transformation</i> , Rapport annuel 1999-2000   |                        |
| <i>Public Policy for Cities: The Role of the Federal Government</i> , présentation de Judith Maxwell   |                        |
| <i>Smart Social Policy – "Making Work Pay"</i> , Judith Maxwell  | Famille                |
| <i>Urgent Need, Serious Opportunity: Towards a New Social Model for Canada's Aboriginal Peoples</i> , Frances Abele  |                        |
| <i>Housing Affordability: A Children's Issue</i> , Merrill Cooper  |                        |
| <i>How Families Cope and Why Policymakers Need to Know</i> , documents de David Cheal, Frances Woolley et Meg Luxton   |                        |
| <i>What's Fair? Ethical Decision-making in an Aging Society</i> , Nuala Kenny  |                        |
| <i>Coordinating Interdependence: Governance and Social Policy Redesign in Britain, the European Union and Canada</i> , Denis Saint-Martin  | Santé                  |
| <i>Why Cities Matter: Policy Research Perspective for Canada</i> , Neil Bradford   |                        |
| <i>Towards a New Perspective on Health Policy</i> , Sholom Glouberman  |                        |
| <i>Rhetoric, Fallacy or Dream? Examining the Accountability of Canadian Health Care to Citizens</i> , Cathy Fooks et Lisa Maslove  |                        |
| <i>La planification des ressources humaines en santé au Canada : Les enjeux des professions médicale et infirmière</i> , Cathy Fooks, Katya Duvalko, Patricia Baranek, Lise Lamothe et Kent V. Rondeau |                        |
| <i>Engaging Citizens: One Route to Health Care Accountability</i> , Julia Abelson et François-Pierre Gauvin  | Participation publique |
| <i>Knowledge Transfer in Practice</i> , présentation de Cathy Fooks  |                        |
| <i>The Taming of the Queue: Wait Time Measurement, Monitoring and Management – Colloquium Report</i> , Cathy Fooks   |                        |
| <i>Making the Lalonde Report</i> , Lindsey McKay   |                        |
| <i>Quality of Life in Canada: A Citizens' Report Card – Background Report</i> , Joseph Michalski   |                        |
| <i>Indicators of Quality of Life in Canada: A Citizens' Prototype – Summary of Results of Public Dialogue Sessions and Prototype of National Indicators</i> , RCRPP                                    | Travail                |
| <i>Public Dialogue and Other Tools for Citizen Engagement</i> , présentation de Mary Pat MacKinnon   |                        |
| <i>Asking Citizens What Matters for Quality of Life in Canada – A Rural Lens</i> , Rebecca Marland et Joseph Michalski   |                        |
| <i>La qualité de vie au Canada : Bulletin des citoyens et citoyennes</i> , RCRPP   |                        |
| « <i>Confiance et équilibre</i> » – <i>Dialogue avec les citoyens sur la stratégie budgétaire de l'Ontario 2004-2008</i> , Judith Nolté, Judith Maxwell et Mary Pat MacKinnon                          |                        |
| <i>Work-Life Balance in the New Millennium: Where Are We? Where Do We Need to Go?</i> Linda Duxbury et Chris Higgins   |                        |
| <i>Is the Tide About to Turn on Workplace Stress?</i> , présentation de Graham Lowe  |                        |
| <i>Healthy Workplace Strategies: Creating Change and Achieving Results</i> , Graham Lowe   |                        |
| <i>Quality of Work – Quality of Life</i> , présentation de Graham Lowe   |                        |
| <i>Passion and Commitment Under Stress: Human Resource Issues in Canada's Non-profit Sector – A Synthesis Report</i> , Ron Saunders  |                        |
| <i>Changing Government Workplaces</i> , Anil Verma et Zsuzsanna Lonti  |                        |





De gauche à droite, rangée d'en arrière : Lee Macpherson, Denise Séguin, Sue Horsley, Iouliia Evitchenko, Paul Macneil, Kevin Timms et Margaret Miedema. Rangée d'en avant : Gisèle Lacelle, Cheri Stewart et Pauline Bourque.

la conception du bulletin sont entièrement réalisées à l'interne, ce qui témoigne de nos compétences croissantes à cet égard. La mise à jour que le Réseau de la famille diffuse tous les mois par voie électronique, sous le titre de *Nexus des enjeux urbains*, présente des recherches sur les politiques, des nouvelles et des événements concernant les villes et les collectivités, et rejoint maintenant près de 1 600 abonnés. Enfin, notre lien avec les analystes de politiques dans les capitales provinciales à la grandeur du pays, *Policy Direct*, retient toujours ses fidèles abonnés.

Les abonnés de nos divers périodiques et les visiteurs de notre site Web sont peut-être nos auditoires les plus importants. Mais nous faisons aussi des efforts pour rejoindre un public plus vaste en incitant systématiquement les journalistes, les chroniqueurs, les rédacteurs et les producteurs des médias de masse à considérer nos travaux, leur pertinence pour les enjeux de l'heure et leurs incidences possibles sur la vie des Canadiens.

Ce fut une très bonne année sur le plan de la présence des RCRPP dans les médias. Les recherches, les chercheurs, les directeurs et la présidente des RCRPP ont reçu une couverture à la radio, à la télévision et dans la presse écrite à plus de 500 occasions, dans des bulletins de nouvelles, des entrevues, des articles, des chroniques,

des éditoriaux, des commentaires et des panels, et dans des endroits disséminés d'un bout à l'autre du pays, tant dans de petites villes que dans de grands centres. Pris dans leur ensemble, ces médias représentent un auditoire cumulatif de l'ordre de 40 millions de lecteurs, de téléspectateurs et d'auditeurs.

Les RCRPP ont la réputation bien méritée de stimuler le débat et l'échange sans contrainte de points de vues. Nous offrons un « milieu neutre » à l'intérieur duquel des intervenants, des chercheurs, des bailleurs de fonds, des commanditaires et d'autres citoyens intéressés se sentent à l'aise de partager leurs expériences et leurs visions. En 2003-2004, plus de 1 050 personnes, comprenant des représentants des gouvernements, des secteurs privé et bénévole, du monde universitaire et du grand public, ont participé à nos tables rondes, nos ateliers de travail, nos dialogues et nos symposiums. Nous considérons ces participants comme des collaborateurs à un projet commun et nous sommes conscients de la dette que nous avons à leur égard. Après 10 années d'existence, les amis des RCRPP sont innombrables mais essentiels à notre réussite. Un objectif permanent pour nous est de miser sur ces relations dans nos travaux futurs.

### *Arrivées et départs*

Avec l'expansion et les changements apportés au programme de recherche des RCRPP, il est inévitable qu'il y ait un roulement de personnel pour s'adapter à nos nouveaux objectifs. Il s'agit d'une réalité inéluctable des instituts de recherche que d'assister à de tristes départs et à des arrivées prometteuses. L'année 2003-2004 n'a pas été une exception à cet égard.

Notre conseil d'administration a salué le départ et exprimé ses remerciements à un membre du conseil de longue date, Peter Meekison, qui devient maintenant membre associé du conseil, ainsi qu'à Cynthia Williams,

**Le 19 septembre 2003**

Table ronde sur les enjeux des ressources humaines dans le secteur à but non lucratif

**Le 14 octobre 2003**

*Info-Réseaux*, numéro 23

qui s'est jointe au personnel des RCRPP à titre d'agrégée de recherche principale. Le conseil a accueilli comme nouveau membre, Tony Dean, secrétaire du Cabinet, gouvernement de l'Ontario, et à titre d'observateurs, Peter Hicks, sous-ministre adjoint, Développement social Canada, et Andrew Teusch, sous-ministre adjoint, Ressources humaines et Développement des compétences Canada.



Au sein des Réseaux de recherche, David Hay est devenu directeur du Réseau de la famille, en remplacement de Jane Jenson, qui est retournée à l'Université de Montréal mais demeure associée de recherche aux RCRPP. Neil Bradford a été nommé agrégé de recherche pour le projet des *Villes et communautés*, tandis que Cynthia Williams s'est jointe au Réseau de la famille à titre d'agrégée de recherche principale, dans le contexte d'une affectation de deux ans par l'intermédiaire du programme Échanges Canada. Tom McIntosh a accédé à la direction du Réseau de la santé en remplacement de Cathy Fooks, qui a quitté pour devenir la première directrice exécutive du nouveau Conseil de la santé du Canada. Enfin, Neil Leslie a accepté le poste de directeur du Développement, en remplacement de Pamela Miles.



#### **Personnel administratif :**

##### **Exploitation :**

Al MacKay, vice-président

##### **Développement :**

Neil Leslie, directeur

Margaret Miedema, coordonnatrice de la levée de fonds

##### **Affaires publiques :**

Peter Puxley, directeur

Gisèle Lacelle, coordonnatrice,

services des publications et de conférence

#### **Cabinet de la présidente :**

Denise Séguin, adjointe exécutive auprès de la présidente  
Pauline Bourque, adjointe administrative auprès de la présidente et du vice-président

#### **Finances et administration :**

Iouliia Evitchenko, contrôleur aux finances

Lee Macpherson, adjointe aux services financiers

Cheri Stewart, gestionnaire des ressources humaines

Sue Horsley, adjointe aux ressources humaines

#### **Informatique :**

Paul Macneil, gestionnaire de systèmes

Kevin Timms, architecte de la connaissance

**Le 17 octobre 2003**

*Citizens' Dialogue Experience: Follow-up Survey Results,*  
Nandini Saxena

**Le 31 octobre 2003**

*Une architecture sociale pour le Canada du XXI<sup>e</sup> siècle – Première table ronde*



## CAMPAGNE DES IDÉES NOUVELLES – SOUTENIR LA MISSION DES RCRPP

Les RCRPP ont lancé leur *Campagne des idées nouvelles* en juin 2002, avec l'objectif ambitieux de recueillir 4 millions de dollars afin de s'assurer que l'organisme pourra continuer à se pencher sur les nouveaux enjeux de politiques auxquels le Canada fait face. Les fonds recueillis par la Campagne permettront d'appuyer la poursuite de travaux de recherche de haute qualité et à caractère indépendant et de renforcer l'apport des RCRPP à la concurrence des idées au Canada, un indicateur d'une démocratie en santé.

La *Campagne des idées nouvelles* a franchi une étape majeure cette année, puisqu'elle termine l'année avec plus de 3,5 millions de dollars en engagements à l'égard de projets et de priorités des RCRPP. Il s'agit d'un témoignage clair à l'effet que les recherches sur les politiques des RCRPP continuent d'être pertinentes et opportunes. Ces fonds donnent aux RCRPP la souplesse nécessaire pour s'attaquer à des enjeux de politiques urgents, qui ont un impact sur nos vies à titre d'étudiants, de membres d'une famille, d'électeurs, d'employés, de bénévoles, de patients, de fournisseurs de soins à des enfants, de gens vulnérables et d'ainés.

Précisons qu'une levée de fonds de cette ampleur pour les RCRPP n'a pu être réalisée qu'avec l'aide d'un excellent réseau d'amis et de collègues partout au pays.



Neil Leslie, Directeur, Développement

Nous avons noué de nouvelles amitiés cette année en Alberta et en Colombie-Britannique. Jim Dinning, membre du conseil d'administration des RCRPP et membre du comité de la Campagne, est l'ambassadeur des RCRPP en Alberta. En travaillant de concert avec John et Maggie Mitchell, et Ann McCaig, Judith Maxwell, présidente des RCRPP, a pu profiter d'excellentes occasions d'examiner plusieurs enjeux des politiques économiques et sociales qui préoccupent les Albertains et le gouvernement provincial. Ces efforts se sont traduits par de nombreux dons provenant de particuliers, ainsi que des contributions offertes par Maclab Entreprises et Shaw Communications.

À Vancouver, Peter Bentley, président du conseil de Canfor Corporation, et Janet Austin, présidente et chef de la direction du YMCA de Vancouver, furent l'hôte d'événements au cours desquels ils purent présenter Judith Maxwell à des personnes-clés qui apprécient le rôle que des instituts de recherche comme les RCRPP peuvent remplir au Canada.

### Le 3 novembre 2003

Table ronde sur les politiques des IRCS, « Mondialisation, genre et santé : L'interface recherche-politique » – Établir le programme d'élaboration des politiques

### Le 7 novembre 2003

Équité intergénérationnelle : À la recherche de principes concernant la prise de décision éthique dans une société vieillissante – Table ronde



**Amis des RCRPP – Vancouver.** De gauche à droite : George Hungerford, partenaire, Fasken Martineau, Jane Hungerford, Janet Austin, PDG, YWCA de Vancouver, Penny Ballem, sous-ministre, Health Planning and Service, gouvernement de la Colombie-Britannique, Eva Kwok, présidente et PDG, Amara International Investment Corp., Judith Maxwell, présidente des RCRPP, et Kyle Mitchell, partenaire, Ray & Berndtson/Tanton Mitchell.

Des visites de ce genre présentent des occasions de démontrer que les RCRPP s'intéressent à des enjeux qui préoccupent toutes les régions du pays et qu'ils continueront d'avoir une forte présence dans l'Ouest canadien.

Toronto et Montréal furent à l'origine de nombreuses nouvelles contributions financières à la Campagne offertes par des particuliers et des organismes. Les institutions financières canadiennes ont été particulièrement généreuses, avec des engagements confirmés de la part de la Banque Scotia, BMO Groupe financier, la CIBC, le Groupe financier Banque TD et RBC Groupe financier. Ensemble, ces institutions ont versé une somme de 235 000 \$ en nouveaux fonds pour des projets reliés aux jeunes, aux villes et communautés, à la diversité et au *Fonds d'innovation de la présidente* (FIP). Le FIP a aussi reçu un engagement réparti sur cinq ans de la part du Groupe SNC-Lavalin inc. Home Depot Canada a pris

un engagement de cinq ans envers plusieurs projets de recherche et la R. Howard Webster Foundation a orienté son appui vers notre série de travaux de recherche sur les « travailleurs vulnérables », comme l'a fait aussi le Congrès du travail du Canada. Le Régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario devient le premier « membre » des RCRPP – un programme qui fera l'objet d'une expansion afin de répondre aux besoins d'autres organismes et sociétés qui préfèrent contribuer aux recherches des RCRPP de cette façon.

L'un des grands atouts de la Campagne a été l'appui donné à la mission des RCRPP par les membres du conseil d'administration de l'organisme, le comité de la Campagne et d'autres amis. La Margaret and Wallace McCain Family Foundation a aussi pris un engagement financier envers la Campagne, au nom du plus nouveau membre de notre conseil d'administration, Margaret McCain.

**« J'ai lu votre Rapport annuel avec intérêt. Il contient des nouvelles et des données très fascinantes ».**

– Président de banque

**« J'ai vivement apprécié de recevoir le Rapport annuel des RCRPP pour 2003. Les travaux des RCRPP sont tellement importants pour nous tous ».**

– Membre d'une Chambre de commerce

**Le 14 novembre 2003**

*Defining Vulnerability in the Labour Market,*  
Ron Saunders

**Le 26 novembre 2003**

*Articulation travail-famille : Le contre-exemple des pays dits « libéraux »,* Caroline Beauvais, Pascale Dufour

Sous le leadership de Courtney Pratt, président et chef de la direction de Stelco Inc. et président de la Campagne, nous avons commandé une évaluation provisoire afin de s'assurer que la Campagne était sur la bonne voie. Joan Blight, du groupe Strategic Philanthropy, a dirigé cette opération et elle a soumis plusieurs recommandations importantes. Dans l'ensemble, la Campagne est considérée comme un véritable succès à ce jour. Notre stratégie est d'aller de l'avant en intégrant davantage le programme de développement aux activités de levée de fonds des Réseaux aux RCRPP. Cette initiative permettra d'incorporer aux activités d'ensemble de la Campagne les fonds sollicités du secteur privé à des fins tant ciblées que non spécifiques.

Nous avons accueilli avec regrets l'annonce du départ de Pamela Miles, qui a dirigé la Campagne depuis son lancement; elle nous a quittés pour répondre à l'appel reçu, cette fois-ci, de la Fondation de l'Hôpital d'Ottawa. Par suite des normes très élevées qu'elle s'était imposées, elle a réussi à élargir le réseau d'amis et de supporters des RCRPP, en parcourant le pays sans relâche et en passant

des heures au téléphone. Son énergie enthousiaste nous manquera. Elle a toutefois un successeur talentueux en la personne de Neil Leslie, qui se joint aux RCRPP avec une expérience de plus de 25 ans dans les activités de levée de fonds. Ajoutons que Neil Leslie recevait récemment le prix annuel d'excellence décerné par le chapitre d'Ottawa de l'Association of Fundraising Professionals pour sa contribution exceptionnelle à titre de cadre dans le domaine des activités de financement.

D'excellentes politiques publiques, si elles sont mises en application de façon judicieuse, peuvent avoir une incidence positive incroyable sur la vie de milliers, voire même de millions, de Canadiens. C'est cette pensée qui sous-tend notre appel et qui incite aussi les amis des RCRPP à contribuer si généreusement à la *Campagne des idées nouvelles*.

**Tous les membres du conseil d'administration des RCRPP participent activement à la Campagne, avec l'attribution d'une mention spéciale aux membres du Comité de la Campagne :**

**Purdy Crawford, président honoraire**

**Courtney Pratt, président**

**Jalynn Bennett**

**Jim Dinning**

**Arthur Kroeger**

**Judith Maxwell**

**Hon. Margaret Norrie McCain**

**Mary Mogford**

**Michèle Thibodeau-DeGuire**

**« Nous tentons d'appuyer des choses qui contribuent à établir les plus hautes normes dans leur domaine d'intervention. J'estime que les RCRPP comblent largement cette ambition [...] Vous vous employez manifestement à réaliser des travaux soignés et objectifs qui présentent des comptes rendus et des commentaires sur des enjeux, tels que vous les percevez [...] Notre don vise donc à appuyer l'apport important de vos travaux au bien-être dans notre pays. Bravo à vous tous ».**

**– Doyen d'une école de commerce et donateur**

**Le 5 décembre 2003**

*Coping with Change: Human Resource Management in Canada's Non-profit Sector*, Kathryn McMullen, Richard Brisbois

**Le 19 décembre 2003**

*How Canada Stacks Up: The Quality of Work – An International Perspective*, Richard Brisbois



## Campagne des idées nouvelles Donateurs et commanditaires de projets

Les contributions à la *Campagne des idées nouvelles* dépassaient la barre des 3,5 millions de dollars au 30 juin 2004, grâce à l'appui de nombreux amis, du personnel des RCRPP et du leadership du conseil d'administration et du Comité de la Campagne des RCRPP. Cet appui permet aux RCRPP de continuer à être un chef de file de la recherche sur les politiques au pays et de contribuer à faire du Canada une société plus juste, plus prospère et plus humanitaire.

### Bienfaiteur (250 000 – 1 000 000 \$)

BCE Inc.

Société de gestion des déchets nucléaires

### Mécène (100 000 – 249 999 \$)

The Atkinson Charitable Foundation

Bell Canada

CIBC

Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire

Fondation canadienne de la recherche sur

les services de santé

The Muttart Foundation

Power Corporation du Canada

### Partenaire (25 000 – 99 999 \$)

L'Alliance-Éducation

Association of Fundraising Professionals

Banque Scotia

The Change Foundation

COGECO Inc.

Fondation Aga Khan Canada

Fondation RBC

Fondation Trillium de l'Ontario

Groupe financier Banque TD

Home Depot Canada

The Hospital for Sick Children Foundation

R. Howard Webster Foundation

Laidlaw Foundation

Ordre des médecins et chirurgiens de l'Ontario

Organisations nationales bénévoles

Société canadienne du cancer

Donateurs anonymes

### Associé (5 000 – 24 999 \$)

Association médicale canadienne

Les Associés de recherche Ekos inc.

Banque de développement du Canada

The Bertelsmann Foundation

J. P. Bickell Foundation

BMO Groupe financier

Congrès du travail du Canada

Purdy Crawford

John R. Evans

Frosst Health Care Foundation

Groupe SNC-Lavalin inc.

Holding O.C.B. Inc.

Institut canadien des urbanistes

John McArthur

The J. W. McConnell Family Foundation

Pamela J. Miles

The Neptis Foundation

Régime de retraite des employés municipaux  
de l'Ontario

Syncrude Canada Ltd.

Toronto Hydro

### **Sympathisant (1 000 – 4 999 \$)**

Chinook Winds Consulting  
Judy Cosco  
C. William Daniel  
Demos Analytic Group Inc.  
John W. Dobson  
GPI Atlantic  
Le Groupe Canam Manac inc.  
L'honorable Henry N. R. Jackman  
Jane Jenson  
Brian M. Levitt  
Maclab Enterprises  
Nestlé Canada Inc.  
Margaret et T. Edward Newell  
Peter J. Nicholson  
Sandra A. et Joseph L. Rotman  
Brad et Tanya Zumwalt  
Donateurs anonymes

### **Collaborateur (100 – 999 \$)**

De nombreux amis des RCRPP ont versé des sommes au niveau de « collaborateur ».

### **Membres du conseil d'administration et membres associés**

Les RCRPP tiennent à reconnaître le leadership des membres et des membres associés du conseil d'administration qui, ensemble, ont versé plus de 156 000 \$ à la Campagne.

Jalynn H. Bennett  
Gordon Betcherman  
Robert D. Brown  
Jim Dinning et Evelyn Main  
Robert Greenhill  
Arthur Kroeger  
Anthony et Judith Maxwell  
Margaret and Wallace McCain Family Foundation  
J. Peter Meekison  
Mary Mogford  
Courtney Pratt  
Allan et Leslie Shaw  
Michèle Thibodeau-DeGuire  
Edward Waitzer et Smadar Peretz

#### **Le 7 janvier 2004**

Rencontre entre les RCRPP et la CDC sur les travailleurs vulnérables

#### **Le 9 janvier 2004**

*Passion and Commitment Under Stress: Human Resource Issues in Canada's Non-profit Sector*, Ron Saunders

## PRIX D'EXCELLENCE

### *Judith Maxwell se mérite un prix d'excellence attribué par l'Institut canadien des urbanistes*

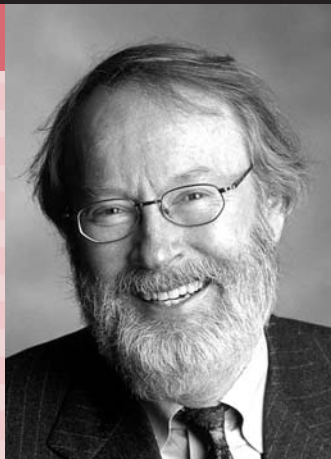
L'Institut canadien des urbanistes a attribué le prix du meilleur article de l'année 2004 publié dans *Plan Canada* à Judith Maxwell, présidente des RCRPP, pour son texte publié sous le titre « *Keynote Address : Sustainable Cities* ».

Selon le témoignage accompagnant la remise du prix d'excellence, cet article fut choisi parce qu'il répondait largement aux besoins et aux intérêts des lecteurs de *Plan Canada*. On a aussi pris en considération l'excellence de son style et la clarté de sa rédaction, la lucidité, l'imagination et la profondeur de l'analyse de Judith Maxwell. Elle a fait preuve de leadership et d'innovation.

### *Membres du conseil d'administration des RCRPP honorés*

Allan Shaw a reçu le prix d'honneur 2004 que lui a remis le Forum des politiques publiques lors de son 17<sup>e</sup> banquet d'honneur annuel en avril. Le Forum honore ainsi de « grands Canadiens [...] qui, en plus de se distinguer dans tous les grands domaines de la vie professionnelle, laissent leur marque au regard de l'enrichissement des politiques et la gestion publique ».

Courtney Pratt, président et chef de la direction de Stelco Inc., fut la personne honorée lors du dîner annuel de l'Alliance-Éducation, qui s'est tenu en mai.



**Allan Shaw**  
président et chef de la direction,  
The Shaw Group Limited



**Courtney Pratt**  
président et chef de la direction,  
Stelco Inc.

L'Alliance-Éducation est un organisme sans but lucratif qui s'emploie à réunir des gens d'affaires, des enseignants, des représentants gouvernementaux, des syndicalistes, des responsables des politiques et des dirigeants communautaires pour former des partenariats en vue de renforcer l'enseignement public au Canada.

### *Graham Lowe reçoit un prix d'excellence prestigieux*

Graham Lowe, ancien directeur du Réseau de la main-d'œuvre et associé de recherche aux RCRPP, est le récipiendaire, cette année, du **Canadian Workplace Wellness Pioneer Award**. On lui a remis ce prix lors de la conférence annuelle *Santé, travail et mieux-être*, qui s'est déroulée à Vancouver.

Ce prix est attribué à un spécialiste reconnu du secteur public ou privé, en reconnaissance de son apport et de ses réalisations significatives dans le secteur de la santé des organisations.

**Le 16 janvier 2004**

*Le point sur l'intérêt public au XXI<sup>e</sup> siècle : Un cadre de référence,*  
Judith Maxwell, Leslie A. Pal

**Le 23 janvier 2004**

*Catching Up to Reality: Building the Case for a New Social Model,*  
Jane Jenson

## RÉSEAU DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Le réseau de la main-d'œuvre s'emploie à créer des connaissances et à orienter le débat public sur des enjeux du marché du travail et des lieux de travail, qui sont importants pour le bien-être des Canadiens. Nos travaux ont pour objectif majeur de découvrir des choix de politiques qui contribueront à améliorer le fonctionnement du marché du travail et des milieux de travail à long terme. À cette fin, nous tentons de déterminer des politiques qui permettront de faciliter l'accès des Canadiens à des emplois qui offrent un salaire décent, des conditions de travail convenables, des possibilités de perfectionnement des compétences et de sécurité du revenu, tout en exerçant des incidences favorables sur la productivité de nos milieux de travail, la compétitivité de nos industries et la croissance de notre économie. En bref, il s'agit de politiques qui soutiennent une économie dynamique et une société inclusive.

L'objectif de « durabilité » en est un qui a transcendé plusieurs de nos activités de recherche en 2003-2004. Nos recherches se raccrochent à trois thèmes : la *qualité des emplois*, la *vulnérabilité sur le marché du travail* et le *nexus apprentissage-travail*.

### *Qualité des emplois*

Graham Lowe et Grant Schellenberg, deux anciens directeurs du Réseau de la main-d'œuvre, furent les chefs de file des recherches des RCRPP sur la qualité des emplois et ils ont publié une étude marquante à cet égard en 2001, sous le titre *What's a Good Job: The Importance of Employment Relationships*. Le Réseau continue d'être actif dans ce domaine.



Ron Saunders, Directeur

Des emplois de qualité se traduisent par des niveaux plus faibles d'absentéisme et de roulement des travailleurs et une amélioration de la performance de la productivité. La qualité des emplois peut aussi contribuer à inciter des travailleurs plus âgés à demeurer sur le marché du travail – une question que les RCRPP ont examinée dans le contexte du vieillissement de la population active. Dans les faits, la qualité des emplois a un impact sur la compétitivité du Canada. L'étude de Richard Brisbois, *How Canada Stacks Up: The Quality of Work – An International Perspective*, publiée en décembre 2003, contient une

« Je tiens à exprimer mon appréciation aux RCRPP pour avoir entrepris des travaux portant sur la question des travailleurs vulnérables. Un activiste comme moi peut fort bien parler de la réglementation du marché du travail et des emplois faiblement rémunérés mais, lorsqu'un groupe comme les RCRPP, avec la crédibilité qu'on lui connaît, aborde ces mêmes questions, le débat s'oriente dans une direction complètement différente ».

– Professeur d'université

Le 23 janvier 2004

*The Canadian Social Model: The Logics of Policy Development*,  
Gerard Boychuk

Le 23 janvier 2004

*Social Protection Reforms in Europe: Strategies for a New Social Model*,  
Bruno Palier

comparaison des milieux de travail au Canada, aux États-Unis et dans 15 pays membres de l'Union européenne, qui est présentée en fonction de cinq dimensions de la qualité des emplois : conciliation du travail et de la vie personnelle; santé et bien-être; perfectionnement des compétences; continuité et sécurité d'emploi; et satisfaction générale à l'égard des conditions de travail. Il s'agit du premier effort déployé en vue de comparer la qualité des emplois au Canada avec celle d'autres pays.

Le site Web des RCRPP sur la *qualité des emplois* – [www.qualitetravail.ca](http://www.qualitetravail.ca) – a accueilli plus de 200 000 visiteurs au cours de ses deux années et demie d'existence. Le site contient des graphiques, des tableaux et des analyses faciles à saisir sur la qualité des milieux de travail canadiens. Il présente des données sur des enjeux comme les salaires et les avantages sociaux, la confiance et l'engagement, la participation des employés, l'utilisation et la mise en valeur des compétences, et la conciliation du travail et de la vie personnelle. Il y a aussi des sondages qui sont faits auprès des visiteurs concernant des préoccupations suscitées par la qualité des emplois et des entrevues avec des spécialistes du marché du travail et des ressources humaines.

Des données tirées de *How Canada Stacks Up* furent ajoutées au site *qualitetravail* en décembre 2003. De nouveaux indicateurs sur la spécificité des sexes et la qualité des emplois furent aussi ajoutés en avril 2004. Ces indicateurs sont fondés sur des données provenant du document de recherche publié par les RCRPP en 2003 et préparé par Karen Hughes, Graham Lowe et Grant Schellenberg, *Men's and Women's Quality of Work in the New Canadian Economy*.

La poursuite de nos travaux sur le secteur à but non lucratif s'inscrit aussi sous le thème de la *qualité des emplois*. En s'appuyant sur les données de Statistique Canada, *Enquête sur le lieu de travail et les employés*, le Réseau a entrepris une étude exhaustive de l'emploi rémunéré dans les organismes à but non lucratif. Les trois premières études de cette collection, *Mapping the Non-profit Sector*, *Job Quality in Non-profit Organizations* et *Skills and Training in the Non-profit Sector*, furent publiées en 2002-2003. Dans *Coping with Change: Human Resource Management in Canada's Non-profit Sector* (décembre 2003), Kathryn McMullen et Richard Brisbois examinent l'incidence exercée par les changements survenus dans l'environnement extérieur sur les politiques en matière d'organisation et de gestion des ressources humaines dans les organismes sans but lucratif. Le rapport final de cette collection, *Passion and Commitment Under Stress: Human Resource Issues in Canada's Non-profit Sector*, préparé par Ron Saunders (janvier 2004), est consacré à un examen des forces qui menacent la viabilité des entreprises à but non lucratif et il propose des mesures visant à alléger certaines pressions. Une version de ce rapport, présentée sous forme de *Points saillants de la recherche* à l'intention des membres des conseils d'administration des organismes à but non lucratif, fut aussi publiée en janvier 2004.

« Je suis vivement intéressé par votre rapport concernant l'épuisement professionnel dans les organismes de bienfaisance [...] le rapport capte bien le problème [...] je tiens à vous dire à quel point j'espère qu'il contribuera à faire bouger les choses ».

– Consultant du secteur à but non lucratif

#### Le 23 janvier 2004

*One Discourse, Three Dialects: Changing the Social Model in Australia, the United Kingdom, and the United States*, Roxanne Pawlick, Sharon Stroick

#### Le 30 janvier 2004

Une architecture sociale pour le Canada du XXI<sup>e</sup> siècle  
– Deuxième table ronde



De gauche à droite, rangée d'en arrière : Trish Adams, Patrice de Broucker et Heather Fulsom. Rangée d'en avant : Richard Brisbois et Ron Saunders.

La levée de fonds et les solliciteurs de fonds sont d'une importance vitale pour la viabilité et l'efficacité du secteur à but non lucratif. Pour améliorer nos connaissances concernant les caractéristiques, l'expérience professionnelle et les points de vue des professionnels de la levée de fonds au Canada, les RCRPP ont réalisé une enquête auprès des professionnels de la levée de fonds en 2002, en collaboration avec l'Association of Fundraising Professionals. *Portrait of Canadian Fundraising Professionals*, rédigé par Kathryn McMullen et publié en juillet 2003, a permis de jeter les bases permettant de s'attaquer aux problèmes vécus par les professionnels et de renforcer l'appétit du secteur à but non lucratif à assurer une prestation soutenue de ses services dans les années à venir.

En se tournant vers l'avenir, nous projetons de faire porter nos recherches futures sous le thème de la *qualité des emplois* sur la question des différences intergénérationnelles en matière de qualité des emplois. Les RCRPP prévoient examiner la mesure dans laquelle les jeunes travailleurs et les travailleurs plus âgés se différencient de nos jours sur le plan des attentes qu'ils nourrissent à l'égard d'un emploi, et analyser les répercussions que ces

différences peuvent avoir sur les stratégies de recrutement et de conservation des effectifs, d'avancement professionnel et de planification de la relève.

### *Vulnérabilité sur le marché du travail*

Ce thème de recherche, lancé il y a un an, s'emploie à examiner des enjeux propres aux travailleurs qui sont « vulnérables », en ce sens qu'ils ont de la difficulté à obtenir du travail qui offre un salaire décent et des conditions de travail qui respectent les normes de la société. Des travaux sous ce thème se sont poursuivis en 2003-2004.

Ces recherches visent les objectifs suivants :

- Déterminer quels sont les gens qui travaillent pour une faible rémunération et qui n'ont pas accès aux droits et aux avantages fondamentaux en matière d'emploi, et comment les normes d'emploi sont mises en application;
- Établir des choix de politiques à l'intention des responsables gouvernementaux des politiques et des employeurs qui contribueront à améliorer l'accès des travailleurs vulnérables à des emplois qui offrent un salaire suffisant et des droits et des avantages fondamentaux en matière d'emploi;
- Sensibiliser davantage les gens aux problèmes des travailleurs vulnérables et contribuer à faire porter le débat sur la façon de s'attaquer à ces problèmes;
- Favoriser des changements à apporter aux politiques publiques et aux pratiques en milieu de travail.

Dans la première étude des RCRPP faisant partie de cette collection, *Defining Vulnerability in the Labour Market* (novembre 2003), Ron Saunders définit certaines dimensions de la vulnérabilité dans la population active, il détermine la nécessité pour les politiques publiques et

Le 2 février 2004

*L'État social québécois n'a pas été que producteur de corporatismes mais aussi d'identité, Denis Saint-Martin*

Le 6 février 2004

*Sustainable Cities, Judith Maxwell*



les employeurs de réagir à cette situation, et il indique des domaines où des recherches plus poussées s'imposent.

Dans une étude en préparation, Richard Chaykowski, de l'Université Queen's, et Guylaine Vallée, de l'Université de Montréal, examinent dans quelle mesure l'augmentation des emplois non standard a exercé un impact sur l'accessibilité à la protection accordée par les normes d'emploi statutaires (par exemple, le salaire minimum, les droits aux vacances et aux congés payés, la rémunération du surtemps) et par des avantages sociaux non statutaires (comme des régimes supplémentaires d'assurance pour les soins médicaux et dentaires et l'invalidité, l'accès à des régimes de retraite). Les auteurs détermineront aussi les incidences sur les politiques. En partenariat avec l'Institut d'administration publique du Canada, nous entreprenons aussi des recherches sur les pratiques exemplaires visant à assurer le respect des normes d'emploi statutaires, puisque certains travailleurs protégés par ces normes ne sont peut-être pas en mesure de revendiquer leurs droits.

Nous travaillons à l'heure actuelle à la préparation de deux documents connexes sur les travailleurs faiblement rémunérés. L'un d'eux présente en langage simple une synthèse de recherches récentes sur les caractéristiques des personnes qui occupent des emplois faiblement rémunérés et sur la mesure dans laquelle ces personnes conservent des emplois faiblement rémunérés pendant de longues périodes de temps. Ce document est en voie de préparation avec la collaboration de chercheurs à Statistique Canada. Un autre document sera consacré à l'analyse des instruments de politiques disponibles pour hausser les revenus des faibles salariés et à une analyse des écrits récents sur l'efficacité de ces mesures.

« Je me suis retrouvé récemment sur votre site Web et je vous écris pour vous remercier de vos travaux. Le caractère exhaustif des rapports disponibles sur votre site est une chose très rare et vivement appréciée. Je vous souhaite beaucoup de succès dans vos entreprises futures ».

– Consultant du secteur à but non lucratif

Enfin, nous publierons un rapport de synthèse qui contiendra un sommaire des principales conclusions de la série. Ce document s'emploiera à identifier les instruments de politiques les plus prometteurs pour aider les travailleurs vulnérables et « soutenir » un marché du travail dans lequel les milieux de travail sont très productifs et concurrentiels et où tous les travailleurs ont des conditions de travail et un salaire décent.

### *Le nexus apprentissage-travail*

De nos jours, la société et l'économie exigent des niveaux élevés de connaissances et de compétences pour vivre, apprendre et gagner sa vie dans le monde d'aujourd'hui. Il est essentiel d'effectuer d'importants investissements dans le capital humain pour soutenir notre compétitivité nationale et notre bien-être personnel. En conséquence, le Réseau de la main-d'œuvre a lancé un nouveau programme d'études portant sur le nexus apprentissage-travail. Ce thème comprend l'acquisition de connaissances et de compétences, la transition de l'enseignement structuré vers le marché du travail, et le rapport entre les activités d'apprentissage des adultes et les besoins des employeurs et les aspirations professionnelles des gens. Ce nouveau thème intègre un thème antérieur du Réseau de la main-d'œuvre, « Préparer la main-d'œuvre de demain ».

Le 27 février 2004

*Place Matters and Multi-level Governance: Perspectives on a New Urban Policy Paradigm, Neil Bradford*

Le 5 mars 2004

*Healthy Workplace Strategies: Creating Change and Achieving Results, Graham Lowe*



En février 2004, Ron Saunders a présenté un survol des enjeux dans ce domaine devant les membres de l'Alliance canadienne des organismes d'éducation et de formation. Cette présentation comprenait un examen des forces et des faiblesses du « système » canadien d'apprentissage continu, en mettant en relief les lacunes qu'un institut national d'apprentissage pourrait aider à combler.

Le niveau de scolarité devient de plus en plus important, par rapport aux autres facteurs, en tant qu'élément qui influence les chances d'épanouissement des jeunes.

L'obtention d'un diplôme d'études secondaires est une première étape essentielle pour l'acquisition des connaissances et des compétences nécessaires pour avoir accès de nos jours à un travail enrichissant dans l'économie. Le fait de déterminer pourquoi des jeunes ne parviennent pas à terminer leur secondaire et de documenter leur expérience contribuera à mettre en relief des façons de rendre l'école plus attrayante. À cette fin, Patrice de Broucker travaille de concert avec l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) pour étudier les réalisations sur le marché du travail de jeunes adultes possédant de faibles niveaux de scolarité.

Des enjeux liés à l'enseignement post-secondaire (EPS) représentent un segment important du nexus apprentissage-travail. Au moment même où les exigences de l'économie du savoir rendent essentielle une scolarité post-secondaire, il devient de plus en plus onéreux d'en acquérir une. Dans *A Family Affair: The Impact of Paying for College or University* (juin 2004), Fred Hemingway et Kathryn McMullen, à la demande de la Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire, ont examiné ce que nous

savons sur la façon dont les familles financent l'enseignement post-secondaire, comment cette situation exerce une incidence sur leurs niveaux d'endettement et dans quelle mesure la hausse des coûts de l'EPS affecte les modes de participation à l'EPS. Pendant la prochaine année, nous entreprendrons des recherches sur des enjeux liés à la qualité de nos universités, afin de déterminer les politiques qui favorisent l'excellence dans nos universités, sans compromettre l'accès à l'EPS.

Pour une foule de raisons bien connues – souvent liées à la mondialisation, à l'évolution de la démographie et au changement technologique –, il faut que les connaissances et les compétences requises d'un emploi dans l'économie et le marché du travail actuels soient mises à jour pendant toute la durée de vie. Il s'agit d'un défi tout aussi important pour les individus que pour les employeurs. Dans quelle mesure nos programmes de formation répondent-ils bien au besoin de perfectionnement des compétences des adultes, notamment pour ceux qui possèdent des niveaux inférieurs de scolarité structurée ? Au printemps 2004, Ron Saunders et Richard Brisbois ont entrepris des études de cas d'initiatives innovatrices en milieu de travail visant à améliorer les compétences des employés les moins qualifiés dans le nord de l'Alberta et les Territoires du Nord-Ouest. Cette initiative fait partie d'une étude de l'OCDE portant sur cinq pays. Nous prévoyons aussi entreprendre une étude des lacunes qui affligent le « système » de formation et d'éducation des adultes au Canada, et déterminer les changements nécessaires pour corriger ces lacunes.

**Le 19 mars 2004**

*Rhetoric, Fallacy or Dream? Examining the Accountability of Canadian Health Care to Citizens*, Cathy Fooks, Lisa Maslove

**Le 26 mars 2004**

Table ronde sur les progrès réalisés dans l'application des recommandations du CCSI

### **Ron Saunders – Directeur, Réseau de la main-d'œuvre**

Ron Saunders s'est joint au Réseau de la main-d'œuvre à titre de directeur en janvier 2003. Il était auparavant sous-ministre adjoint, responsable de la Division des politiques, des communications et des services de gestion de la main-d'œuvre, au ministère du Travail de l'Ontario, au sein duquel il a occupé plusieurs postes axés sur l'élaboration de politiques depuis 1986. Il détient un doctorat en économie de l'Université Harvard, avec spécialisation en organisation industrielle et en commerce international. Il a enseigné pendant quelques années à l'Université de Toronto avant de se joindre à la fonction publique de l'Ontario et, plus récemment, à l'École des études en politiques publiques de l'Université Queen's (2001-2002). Il a effectué des travaux portant sur un large éventail d'enjeux relatifs au marché du travail, il fut membre de comités de l'Organisation internationale du Travail et il a aussi participé à des initiatives fédérales-provinciales.

« **Qualitetravail.ca est un site excellent – il est important de connaître l'opinion des gens sur leur milieu de travail** ».

– Visiteur canadien

### **Personnel du Réseau de la main-d'œuvre :**

**Patrice de Broucker, Ph.D.**, analyste de recherche principal  
**Richard Brisbois, M.B.A.**, chercheur  
**Heather Fulsom**, gestionnaire de projet  
**Trish Adams**, adjointe administrative  
(Réseaux de la main-d'œuvre et de la famille)

### **Associés de recherche au Réseau de la main-d'œuvre :**

**Lynda Duxbury, Ph.D.**  
**Karen Hughes, Ph.D.**  
**Graham Lowe, Ph.D.**  
**Kathryn McMullen** (anciennement analyste de recherche principale)

« **Vous m'avez impressionné ! J'ai téléchargé une quarantaine de documents que j'ai trouvés sur votre site Web et la plupart d'entre eux se sont révélés des plus intéressants. Un grand merci** » !

– Universitaire suédois

« **J'ai trouvé par hasard votre site Web et je le trouve formidable. Il contient des renseignements très utiles pour mon rôle en tant qu'enseignant, moniteur et consultant** ».

– Enseignant/Consultant

## RÉSEAU DE LA SANTÉ

Bien que le terme « durabilité » soit fréquemment utilisé dans le contexte de notre système de soins de santé, il arrive souvent que le sens qu'on lui donne ne soit pas clair. Fait-on allusion à une compression des coûts ? À la capacité de répondre aux besoins des patients ou des futurs patients ? S'agit-il d'améliorer la qualité des services offerts dans le panier actuel des soins de santé ou d'élargir le panier des soins en ajoutant de nouveaux services, à faible ou à haute technicité ?

Ces objectifs ne s'excluent pas mutuellement, mais notre système de santé est conçu de façon à faire des compromis entre ceux-ci. Idéalement, ces décisions devraient être guidées par les valeurs que les Canadiens partagent, et c'est pour cette raison que nous avons mis l'accent sur les citoyens dans le contexte du thème de recherche principal du Réseau de la santé – l'imputabilité.

Au début de 2004, le Réseau de la santé a lancé sa collection de Documents sur l'imputabilité dans les soins de santé avec la publication de *Rhetoric, Fallacy or Dream? Examining the Accountability of Canadian Health Care to Citizens*, par Cathy Fooks et Lisa Maslove. Dans cette étude, les auteures passent en revue les définitions générales et les types d'imputabilité. Dans le contexte de leurs efforts visant à appliquer ces notions aux soins de santé, elles ont découvert un certain nombre de lacunes, dont le défaut d'identifier clairement le groupe précis d'intervenants dans le secteur de la santé qui sont responsables (et, donc, redevables de leurs actes) dans chaque domaine précis d'intervention.



Tom McIntosh, Directeur

Les documents subséquents sont consacrés à un examen de deux différents mécanismes d'imputabilité. Dans *Engaging Citizens: One Route to Health Care Accountability*, Julia Abelson et François-Pierre Gauvin, de l'Université McMaster, soulignent les attentes élevées que soulève la mobilisation des citoyens comme moyen de donner suite aux appels croissants en faveur d'une imputabilité plus poussée dans les soins de santé. Mais les auteurs font remarquer qu'une mobilisation efficace des citoyens s'accompagne d'exigences importantes, dont la nécessité d'échanges continus dans les deux sens et d'un partage du pouvoir.

**« Le premier rapport dans la collection des RCRPP sur l'imputabilité dans le secteur de la santé est encore une fois un document très impressionnant. La Nouvelle-Écosse est intéressée à établir des critères d'imputabilité plus rigoureux dans ses sociétés d'État. Votre rapport est susceptible de fournir un apport utile aux réflexions qui entourent cette démarche ».**

– Cadre du ministère des Finances de la Nouvelle-Écosse

Le 23 avril 2004

*Urgent Need, Serious Opportunity: Towards a New Social Model for Canada's Aboriginal Peoples*, Frances Abele

Le 23 avril 2004

*Lessons from Abroad: Towards a New Social Model for Canada's Aboriginal Peoples*, Martin Papillon, Gina Cosentino

Dans *Accountability in Health Care and Legal Approaches*, Nola Ries et Tim Caulfield, de l'Université de l'Alberta, évaluent les perspectives d'un renforcement de l'imputabilité par l'intermédiaire de l'utilisation de mécanismes comme des contestations judiciaires en vertu des chartes de droits des patients ou des garanties de soins.

À notre avis, le débat public qui entoure l'imputabilité dans les soins de santé en est encore à ses premiers balbutiements. Pendant la prochaine année, le Réseau de la santé s'emploiera à clarifier et à élargir la portée de la question en ajoutant à la collection de documents sur les *Notions d'imputabilité* dans les soins de santé deux autres études sur les mécanismes d'imputabilité – la publication de mesures de rendement et le rôle de régulation joué par les citoyens dans la prise de décisions. Une autre étude de base sera consacrée à un examen de ce que la législation sur la santé peut nous dire concernant les relations actuelles en matière d'imputabilité. La collection se terminera par un document de synthèse et une table ronde en 2005. La table ronde permettra de réunir un groupe interdisciplinaire d'universitaires et de responsables des politiques qui seront chargés d'évaluer dans quelle direction les recherches futures devraient s'orienter pour contribuer à l'établissement d'un système de santé caractérisé par une plus grande imputabilité.

### *Maintenir la confiance du public*

Aux yeux de plusieurs observateurs, les délais d'attente sont le talon d'Achille qui menace l'appui continu des Canadiens à l'assurance-santé. Dans les faits, le défi des délais d'attente fut le principal enjeu de la politique de la santé, qui a été véhiculé pendant la campagne électorale fédérale de juin 2004. Quelques mois auparavant (en mars 2004), le Réseau de la santé avait contribué à l'organisation d'un colloque sur les temps d'attente (*The Taming of the Queue: Wait Time Measurement,*

*Monitoring and Management*) au nom d'un groupe d'organismes canadiens du secteur de la santé. Cet événement a permis de réunir 80 spécialistes, dont des cliniciens, des chercheurs et des représentants gouvernementaux, qui ont proposé plusieurs mesures visant à améliorer la gestion des listes d'attente à l'échelle nationale. Celles-ci comprennent des recherches plus poussées sur ce que sont des délais d'attente acceptables pour des interventions précises et des groupes de patients précis, et sur la mobilisation du public autour de la question de savoir pourquoi des listes d'attente existent. Les participants se sont prononcés en faveur d'une approche systémique en matière de gestion des temps d'attente, qui est centrée sur les besoins des patients.

**« *The Taming of the Queue* est non seulement le meilleur titre de tous les rapports produits dans ce domaine cette année, mais il contient aussi une analyse claire et convaincante des problèmes que soulèvent les listes d'attente ».**

– Ministre fédéral de la santé

### *Nos ressources les plus importantes*

En misant sur l'apport du Réseau de la santé aux travaux de la commission Romanow, la question de la gestion des ressources humaines a refait surface en tant que domaine de recherches actif pour nous, cette année. Sans égard à la façon dont notre système de soins de santé évolue, sa viabilité nécessitera une offre pertinente et suffisante de professionnels de la santé. Dans les faits, l'un des défis de la planification des ressources humaines en santé est celui de prévoir les besoins de différents professionnels, compte tenu de l'évolution constante des modèles de prestation de soins et de la portée professionnelle des pratiques.

**Le 26 avril 2004**

Nouveaux risques sociaux au Canada : Diagnostic pour une nouvelle architecture sociale – Table ronde

**Le 27 avril 2004**

« *Confiance et équilibre* » – Dialogue avec les citoyens sur la stratégie budgétaire de l'Ontario 2004-2008, Judith Nolté, Judith Maxwell, Mary Pat MacKinnon

À la fin de 2003, le Réseau de la santé a reçu des fonds du Bureau de la politique des soins infirmiers (BPSI) de Santé Canada pour étudier les progrès réalisés en vue d'améliorer la qualité de vie au travail du personnel infirmier. Des leaders sur une base individuelle déploient des efforts soutenus en vue d'améliorer les conditions de travail et l'avancement professionnel du personnel infirmier mais, dans *Our Health, Our Future: Creating Quality Workplaces for Canadian Nurses – A Progress Report on Implementing the Final Report of the Canadian Nursing Advisory Committee*, nous avons isolé plusieurs obstacles institutionnels qui entravent le changement. Ceux-ci comprennent une absence de financement stable pour les employeurs de personnel infirmier et une confusion concernant les rôles visant à favoriser des milieux de travail de qualité. Notre étude faisait partie d'un groupe de six projets financés par le BPSI pendant cette période et nous avons eu le plaisir de présenter notre travail dans le contexte d'un panel d'experts qui a participé au lancement de la Semaine des soins infirmiers en mai 2004.

Aussi dans le domaine des ressources humaines en santé, le Réseau de la santé a terminé une analyse de l'environnement qui entoure les programmes gouvernementaux destinés à former, recruter et conserver les médecins, le personnel infirmier et les pharmaciens. Finalement, nous continuons à participer aux travaux du Groupe de Travail deux : Une stratégie en matière d'effectifs médicaux pour le Canada. En partenariat avec le Centre syndical et patronal du Canada, le Réseau de la santé analyse les

« J'ai demandé à mon personnel de continuer à suivre les efforts des RCRPP en prenant les dispositions nécessaires pour recevoir les messages que vous diffusez par courrier électronique ».

– Sous-ministre provincial



De gauche à droite : Tom McIntosh, Lisa Maslove et Vesna Duricic

tendances professionnelles qui influencent l'offre, la structure et la répartition appropriées des médecins. Nous terminerons cette étude pendant l'automne de 2004.

### *Soutenir la recherche en santé*

Nous savons que la recherche est un élément vital pour soutenir et faire avancer nos services de santé ainsi que leur prestation. Les dernières années furent témoin d'une augmentation des investissements dans les ressources humaines et l'infrastructure dont nous avons besoin pour réaliser des recherches de haute qualité en santé au Canada. Un autre élément tout aussi important est celui des données concernant les Canadiens, leur santé et leur utilisation des services de santé. Ces données sont recueillies dans le cours de la prestation des services de santé et par l'intermédiaire d'enquêtes. L'accès aux données doit être géré pour plusieurs raisons, la protection de la vie privée étant primordiale parmi celles-ci. Au cours de la dernière année, nous avons collaboré avec des collègues de l'Université de la Colombie-Britannique sur un projet de grande envergure en vue d'examiner l'état actuel de l'accès aux données sur la santé par les chercheurs et de faire des recommandations en vue d'investir pour

#### Le 7 mai 2004

*Accountability in Health Care and Legal Approaches*,  
Nola M. Ries, Timothy Caulfield

#### Le 14 mai 2004

*Coordinating Interdependence: Governance and Social Policy Redesign in Britain, the European Union and Canada*, Denis Saint-Martin



développer les ressources en données sur la santé. Ce projet est financé par les Instituts de recherche en santé du Canada et d'autres partenaires et il se terminera pendant l'automne de 2004.

### *Départ de Cathy Fooks*

L'année s'est terminée sur une note aigre-douce avec le départ de la directrice du Réseau de la santé, Cathy Fooks, qui est devenue la première directrice exécutive du Conseil de la santé du Canada. Son départ signifie que les RCRPP seront privés de la vision et de l'énergie qu'elle a apportées pour assurer le renouveau du Réseau de la santé, mais sa nomination est une bonne nouvelle pour le Conseil et son auditoire visé, l'ensemble des Canadiens.

« À titre de personne responsable des changements à apporter aux soins à donner aux aînés dans ma province, je tiens à vous féliciter pour votre analyse concise, directe et perspicace des problèmes que soulève la mise en application de la réforme des soins de santé primaires [...] selon mon expérience personnelle, votre évaluation des défis est lucide et bien informée ».

– Cadre dans le secteur de la santé

« Je viens de participer à un dialogue des plus instructif sur nos gouvernements et nos choix au pays [...] Quelle expérience révélatrice, et merci de m'avoir donné la chance d'exprimer mes opinions ».

– Participant à un dialogue

### *Tom McIntosh – Directeur, Réseau de la santé*

En septembre 2004, Tom McIntosh fut nommé nouveau directeur du Réseau de la santé. Il est aussi professeur adjoint au Département de science politique de l'Université de Regina et chercheur au sein de la Saskatchewan Population Health and Evaluation Research Unit, qui est aussi rattachée à cette université. Il est retourné à l'université après avoir occupé le poste de coordonnateur de la recherche pour la commission Romanow. Il fut auparavant agrégé de recherche et analyste principal de politiques au Saskatchewan Institute of Public Policy, conseiller principal en politiques au ministère de la Santé de la Saskatchewan et associé de recherche principal à l'Institut des relations intergouvernementales de l'Université Queen's. Il est titulaire d'un doctorat en études politiques de l'Université Queen's.

### *Personnel du Réseau de la santé :*

Lisa Maslove, M.Sc., chercheure  
Vesna Duricic, gestionnaire de projet

« Très instructif, un résumé concis et très bien écrit sur des travaux importants qui sont en cours dans le monde développé en vue de trouver des moyens de soutenir et d'améliorer le système de santé de chacun de ces pays. [...] Félicitations pour la production d'un excellent numéro [...] un outil très important pour ceux d'entre nous qui s'intéressent à une analyse comparative des politiques et des pratiques en matière de santé ».

– Universitaire dans le secteur de la santé

**Le 21 mai 2004**

*What's Fair? Ethical Decision-making in an Aging Society,*  
Nuala Kenny

**Le 21 mai 2004**

Améliorer l'accès aux droits et aux avantages en matière d'emploi  
– Atelier de travail

## RÉSEAU DE LA PARTICIPATION PUBLIQUE

La durabilité a occupé une place importante dans les initiatives du Réseau de la participation publique pendant sa deuxième année complète d'existence. La gestion de nos ressources d'une façon responsable et viable et la volonté de laisser un héritage intact à nos enfants et à nos petits-enfants furent des motivations manifestes pour les participants à deux récents dialogues entre citoyens. Ils ont aussi indiqué clairement que le fait d'offrir un milieu accueillant et respectueux de tous pour permettre aux citoyens de se sensibiliser à des questions qu'ils jugent importantes était indispensable pour assurer une démocratie durable.

Le Réseau de la participation publique (RPP) des RCRPP a continué d'encourager et de contribuer à la recherche sur la participation publique (théorie et pratique), et il s'est employé à cultiver les intérêts existants et à en susciter de nouveaux parmi les responsables des politiques, les politiciens, les intervenants et la population. Les travaux du RPP sont fondés sur la conviction à l'effet que la participation de la population rend les décisions plus légitimes et plus viables, ce qui entraîne de meilleures réalisations en matière de politiques.

### *Dialogue entre citoyens sur la gestion à long terme du combustible nucléaire irradié*

La Société de gestion des déchets nucléaires a demandé aux RCRPP d'entreprendre un dialogue entre citoyens afin de mieux saisir les valeurs que les Canadiens veulent voir se refléter dans une stratégie à long terme de gestion



Mary Pat MacKinnon, Directrice

du combustible nucléaire irradié. Un groupe représentatif de 462 citoyens choisis au hasard ont participé à des séances d'une durée d'une journée dans 12 villes réparties à la grandeur du Canada. Ils se sont penchés sur l'examen des responsabilités intergénérationnelles et ils se sont employés à définir les mécanismes de gouvernance qui leur donneraient confiance dans le processus de prise de décisions concernant la gestion du combustible nucléaire irradié. Notre rapport, *Action responsable – Dialogue entre citoyens sur la gestion à long terme du combustible nucléaire irradié*, présente les résultats du dialogue.

Dans la démarche visant à définir leur propre vision, les citoyens sont parvenus aux conclusions suivantes :

- Ils entendent prendre leurs responsabilités et agir dès maintenant concernant les déchets qu'ils ont créés pour générer l'électricité qu'ils ont utilisée, mais ils veulent s'assurer que les générations futures pourront adapter la stratégie de gestion à la lumière des nouvelles connaissances et des nouvelles technologies.

Le 26 mai 2004

Table ronde – Méthodologie du dialogue et séances de bilan

Le 28 mai 2004

Priorité au soutien du revenu : La mise en œuvre de la Loi québécoise visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, Alain Noël



« J'ai beaucoup apprécié ma participation au dialogue entre citoyens sur la gestion du combustible nucléaire irradié au Canada. Je travaille normalement à la maison, seul, et ce fut donc un changement agréable que de travailler de nouveau en tant que membre d'un groupe. Je me suis aussi senti privilégié d'être consulté sur un sujet aussi important ».

– Participant à un dialogue entre citoyens

- Ils appuient les mesures de conservation de l'énergie, l'exploitation de sources d'énergie de substitution et l'évaluation complète des avantages et des coûts de tous les types d'énergie.
- Ils furent étonnés de constater jusqu'à quel point leurs connaissances étaient limitées concernant les enjeux qui entourent le combustible nucléaire irradié et ils ont lancé un appel en faveur d'une plus grande transparence de la part du gouvernement et de l'industrie, y compris la nomination d'un chien de garde indépendant chargé de fournir des données fiables.
- Ils veulent être renseignés et participer aux décisions qui ont des incidences sur leur santé et leur sécurité et sur celles des générations futures. Ils précisent les rôles et les responsabilités du gouvernement, de l'industrie, des spécialistes et d'eux-mêmes en matière de prise de décisions et de gestion courante.

## *Dialogue entre citoyens sur la stratégie budgétaire de l'Ontario 2004-2008*

Pendant l'hiver de 2004, les RCRPP ont organisé une série de dialogues entre citoyens dans le contexte du processus de consultation budgétaire du gouvernement de l'Ontario, « Le changement en marche : Forum sur le budget 2004 ». Plus de 250 Ontariens choisis au hasard se sont réunis à six endroits dans la province pour considérer les valeurs et les principes qui devraient guider la stratégie budgétaire du gouvernement entre 2004 et 2008. Notre rapport, « *Confiance et équilibre* » – *Dialogue avec les citoyens sur la stratégie budgétaire de l'Ontario 2004-2008* (avril 2004), capte les principales conclusions auxquelles les citoyens sont parvenus :

- Ils désirent que le gouvernement adopte une démarche globale et équilibrée et qu'il fasse preuve de leadership et donne l'exemple en faisant un grand ménage, en rationalisant les services, en éliminant le gaspillage et le double emploi et en gérant les affaires publiques de façon plus transparente et plus responsable. Ils veulent également être témoins d'un véritable engagement envers les citoyens afin que leurs points de vue soient réellement écoutés et pris en compte.

« Les enseignements tirés du dialogue sur le contrat social sont précieux pour nous tous, qui sommes au service des Canadiens, et particulièrement pertinents pour les fonctionnaires qui gèrent des portefeuilles liés au développement économique, au développement international, à la pauvreté et à la marginalisation sociale, aux risques en matière de santé et d'environnement ».

– Gestionnaire de projet fédéral

Le 4 juin 2004

*Citizens' Values and the Canadian Social Architecture: Evidence from the Citizens' Dialogue on Canada's Future*, Mary Pat MacKinnon

Le 14 juin 2004

Table ronde – Des villes créatrices – Dialogue des RCRPP

- La plupart d'entre eux sont disposés à payer des frais de service plus élevés pour les biens et les services publics à l'avenir, mais aucun feu vert n'a été donné pour le moment en vue de l'augmentation des impôts sur le revenu ou des taxes au détail. Les Ontariens doivent d'abord être convaincus de l'existence d'une bonne gestion – c'est-à-dire d'une responsabilité, d'une efficacité et d'une transparence accrues – et ils ne veulent pas que des frais plus élevés placent un fardeau plus lourd sur les épaules de gens vulnérables.

L'enthousiasme avec lequel les citoyens ont accueilli le processus de dialogue se reflète dans le commentaire suivant d'un participant de Hawkesbury :

*C'est un honneur pour nous les citoyens de pouvoir exprimer ce que nous pensons et désirons pour le budget futur [...] Nous souhaitons, tous, un bel avenir pour nos enfants et petits-enfants et nous devons faire le plus possible aujourd'hui pour y arriver.*

### **Participation des citoyens et renouveau démocratique – Bâtir et maintenir la confiance**

Durant les deux dialogues, le manque de confiance à l'égard du gouvernement était élevé, mais la volonté des participants de jouer un rôle en vue d'aider les gouvernements à prendre des décisions difficiles fut une source d'inspiration. Il ne s'agit pas de citoyens qui sont désintéressés ou démobilisés. Il s'agit plutôt de gens qui sont insatisfaits des mécanismes traditionnels de participation et de responsabilité. Ce sont des conclusions qui font suite à ce que des citoyens ont déclaré lors de deux dialogues antérieurs des RCRPP : *Dialogue entre citoyens*

*sur l'avenir du Canada : Un contrat social pour le 21<sup>e</sup> siècle* (2003) et *Dialogue entre Canadiens sur l'avenir des soins de santé au Canada* (2002).

Dans un document que le RPP a préparé pour le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, *Transparency, Trust and Citizen Engagement - What Citizens Are Saying About Accountability*, Julia Ableson et François-Pierre Gauvin étudient plus en profondeur ce que les participants au dialogue ont dit au sujet des attentes concernant l'obligation de rendre des comptes.

Dans les quatre dialogues, les gens ont indiqué qu'ils voulaient participer davantage au débat sur les politiques publiques. Ils ont accepté de se présenter au dialogue parce qu'ils désiraient avoir leur mot à dire et se faire entendre. Ils conçoivent la participation au processus démocratique – en sus de l'exercice de leur droit de vote – comme faisant partie des responsabilités des Canadiens.

*Je me réjouis vraiment de pouvoir prendre part à cette rencontre. C'est important, il s'agit d'un droit que nous ne devrions pas perdre, le droit de s'exprimer et de contribuer à la façon dont notre pays est dirigé.*  
(Participant au dialogue de 2004 sur le combustible nucléaire irradié, Vancouver)

Pour que le renouveau démocratique puisse réussir, il faut que les politiciens trouvent de nouveaux moyens de faire participer leurs commettants à des dialogues valables sur l'orientation que la réforme devrait prendre et sur les changements qui contribueraient à renforcer leur foi et leur confiance envers les institutions politiques et publiques. Le RPP continuera d'encourager une participation publique plus poussée à ces efforts.

**Le 25 juin 2004**

*A Family Affair: The Impact of Paying for College or University*, Fred Hemingway, Kathryn McMullen

**Le 9 juillet 2004**

*Our Health, Our Future: Creating Quality Workplaces for Canadian Nurses*, Lisa Maslove, Cathy Fooks



De gauche à droite : Louise Coupal Jauvin, Mary Pat MacKinnon, Judy Watling et Nandini Saxena.

### *Développement d'un potentiel et d'une conscience communautaire*

En mai 2004, le RPP a tenu un atelier de travail sur la conception et la méthodologie des dialogues avec l'équipe d'animateurs et d'autres conseillers-clés qui ont travaillé avec le personnel des RCRPP au moment de la tenue de nos dialogues récents. Cette rencontre a donné lieu à la formulation de recommandations innovatrices et pratiques qui permettront d'améliorer le processus. Un rapport sur l'atelier de travail est accessible à partir du site Web des RCRPP.

Une journée d'accueil pour des intervenants dans le domaine de la participation publique s'est déroulée pendant l'automne de 2003 dans le but de partager avec eux des renseignements sur les activités et la recherche. Une deuxième table ronde fut ensuite convoquée à l'intention d'un groupe plus restreint de gens pour examiner la possibilité d'organiser une conférence canadienne sur le dialogue et les délibérations. Nous continuons de

collaborer avec nos partenaires pour faire de cette idée une réalité et nous espérons faire progresser ce projet de façon significative pendant la prochaine année.

Au cours de l'année, le RPP a fait plusieurs présentations à des auditoires des secteurs public et à but non lucratif sur l'importance de la participation publique, les façons de procéder et les résultats de nos dialogues. Parmi ces présentations figurent celles que nous avons faites devant les auditoires suivants : Forum d'experts sur les politiques – Participation des citoyens en Ontario, Secrétariat du renouveau démocratique, gouvernement de l'Ontario; séminaire des gestionnaires de l'Association des services sociaux des municipalités de l'Ontario; conférence du Centre canadien d'analyse de la régionalisation et la santé; John K. Friessen Conference on Gerontology; la Commission Romanow, une année plus tard; et le Symposium de la FCVI à l'intention des chefs de file sur la reddition de compte.

« Je trouve intéressant que des participants aux dialogues antérieurs des RCRPP aient accru leur implication communautaire et politique depuis leur participation au dialogue des RCRPP. Il s'agit d'un résultat encourageant parce qu'il indique qu'il y a tout lieu de croire que les Canadiens veulent participer davantage au processus d'élaboration des politiques et que, s'il est bien mené, le processus en soi suscitera un intérêt continu envers une participation au débat sur les politiques publiques; il s'agit d'un cercle vertueux [...] Le rapport du dialogue sur le contrat social et son suivi sont des exemples révélateurs de l'apport valable que les RCRPP font à la gouvernance canadienne ».

– Sous-ministre fédéral

### *Mentorat, formation, soutien et recherches connexes*

Le RPP et le Réseau de la santé ont continué d'apporter leur appui au projet RÔLE en matière de politiques de santé de l'Association canadienne de santé publique, qui vise à stimuler la collaboration entre Santé Canada et le secteur bénévole dans l'élaboration des politiques fédérales en matière de santé. Ces travaux se poursuivront en 2004-2005.

Pendant l'automne de 2003, le RPP a présenté la méthodologie et les résultats du Dialogue entre citoyens sur l'avenir du Canada à un séminaire au Brésil, qui fut organisé par le Centre de recherches pour le développement international du Canada (CRDI). Dans la foulée de ce séminaire, les RCRPP ont eu le plaisir d'offrir des conseils, de la formation et un soutien à deux ONG brésiliennes, qui sont chargées de lancer un dialogue national à l'intention des jeunes, dans le but d'examiner les thèmes de la jeunesse, de la démocratie et de la participation aux affaires publiques et politiques. Le CRDI a donné son appui à cette initiative, qui vise à adapter la méthodologie du dialogue délibératif au contexte brésilien.

La Direction générale des produits de santé et des aliments (DGPSA) de Santé Canada a demandé au RPP d'analyser et de synthétiser les commentaires reçus des intervenants, notamment les patients et les consommateurs, concernant les enjeux et les attentes en matière de participation et d'implication dans le processus de prise de décision de la DGPSA. L'analyse a permis de déterminer les points forts et d'offrir des recommandations concernant les domaines où des améliorations s'imposaient.

### *Regard sur l'avenir*

En septembre 2004, les RCRPP ont convoqué une rencontre d'universitaires canadiens qui œuvrent dans le domaine de la participation publique afin d'identifier des priorités de recherche. En se fondant sur leurs réactions, les RCRPP commanderont une série de documents de recherche en vue d'approfondir nos connaissances collectives sur les incidences de la participation publique et les mécanismes nécessaires pour la stimuler, et de favoriser l'établissement d'un réseau parmi les universitaires et les intervenants dans le champ de la participation publique au Canada. Nous sommes très emballés par l'apport de ces recherches au développement des capacités dans le domaine de la participation publique et nous nous réjouissons des possibilités d'une collaboration plus étroite que ce réseau élargi pourrait susciter.

Les RCRPP unissent leurs efforts à ceux de l'Université McMaster en vue de tenir un dialogue délibératif avec un groupe de citoyens choisis au hasard dans le but d'étudier les attitudes des Canadiens à l'égard de la protection de la vie privée, l'accès aux données personnelles et la recherche en santé; ce projet est financé par les Instituts de recherche en santé du Canada.

Une autre initiative majeure pour la prochaine année en est une qui intéresse tous les Réseaux des RCRPP. Pour célébrer notre 10<sup>e</sup> anniversaire, les RCRPP planifient un dialogue avec des jeunes au pays dans le but de mieux comprendre leurs espoirs et leurs aspirations, de guider les décisions en matière de politiques publiques et d'aider à orienter les travaux des RCRPP pour la prochaine décennie. Les RCRPP entendent faire participer au projet des fondations et des organismes de tous les secteurs. Les résultats du dialogue seront ensuite partagés dans le contexte d'un sommet avec les jeunes et les décideurs des secteurs public, privé et bénévole.

**Mary Pat MacKinnon –**

***Directrice, Réseau de la participation publique***

Avant de se joindre aux RCRPP en mai 2002, Mary Pat MacKinnon était directrice des Affaires gouvernementales et des politiques à la Canadian Cooperative Association/ Centrale des caisses de crédit du Canada, où elle gérait un important portefeuille d'affaires gouvernementales et de projets de recherche sur les politiques. Elle fut aussi consultante en politiques économiques et sociales auprès du Conseil de planification sociale d'Ottawa, préposée à la planification auprès du ministère du Développement de la Nouvelle-Écosse et associée de recherche pour le Comité Pépin-Robarts sur l'unité nationale. Elle détient un baccalauréat ès arts et une maîtrise en administration publique de l'Université Queen's, et elle participe à des activités bénévoles dans sa communauté.

**Personnel du Réseau de la participation publique :**

Judy Watling, M.A.P., directrice adjointe  
Nandini Saxena, M.S.S., chercheure  
Louise Coupal Jauvin, gestionnaire de projet

**Associées de recherche :**

Suzanne Taschereau  
Miriam Wyman  
Sandra Zagon

« J'ai apprécié la lecture du rapport relatif au dialogue entre citoyens sur l'avenir du Canada. Je suis d'accord qu'il y a des défis qui se posent à tous les ordres de gouvernement et je suis sûr que les RCRPP feront un apport important à plusieurs des enjeux auxquels les gouvernements font face ».

– Sous-ministre provincial



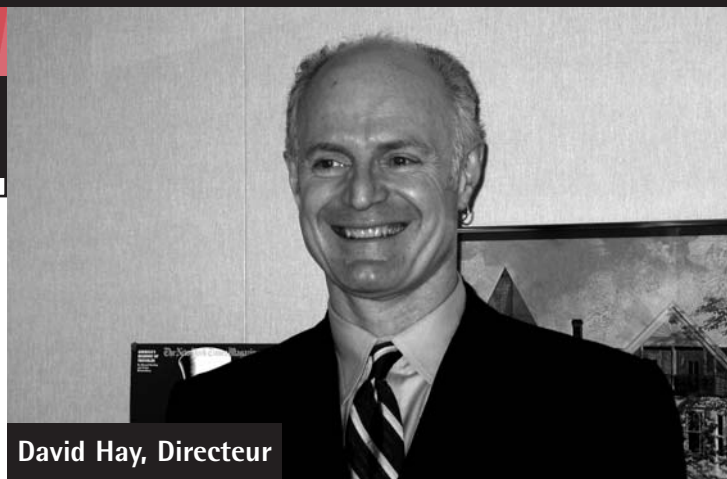
## RÉSEAU DE LA FAMILLE

Le Réseau de la famille incite une diversité de collectivités à participer à la recherche de connaissances fondées sur des réalités empiriques concernant l'agencement optimal des politiques sociales pour les Canadiens. En 2003-2004, les travaux ont mis l'accent sur la recherche d'un dosage optimal en vue de refondre et de soutenir l'architecture sociale du Canada et, par son intermédiaire, le bien-être des Canadiens.

### *Agencement optimal des politiques au Canada*

Dans le contexte de son volet de recherches sur l'agencement optimal, le Réseau s'emploie à déterminer la combinaison la plus efficace des choix de politiques pour les Canadiens à chacune des étapes de leur vie. En 2003-2004, l'ambitieux projet de recherche, *Une architecture sociale pour le Canada du XXI<sup>e</sup> siècle*, a mené à la publication de huit rapports de recherche majeurs, dont chacun contient un examen de la création et de la durabilité du bien-être collectif sous des angles différents. En partant de la prémisse selon laquelle le moment est venu pour le Canada, à l'instar d'autres pays, de faire face à un « choix fondamental » qui découle des changements économiques et sociaux énormes survenus au cours des 50 dernières années, les rapports présentent une réévaluation de nos besoins sociaux fondamentaux et de la façon dont nous choisissons de les combler.

Dans *Catching Up to Reality: Building the Case for a New Social Model*, Jane Jenson présente une esquisse des enjeux, tandis que les études de Gerard Boychuk, Bruno Palier, Roxanne Pawlick et Sharon Stroick



David Hay, Directeur

permettent de situer le modèle social actuel du Canada dans une optique historique et comparative. Mary Pat MacKinnon examine le rôle des valeurs des citoyens dans l'établissement d'un nouveau modèle social. Un rapport de Francis Abele considère la signification d'une nouvelle architecture sociale pour les Autochtones, tandis que Gina Cosentino et Martin Papillon tirent des enseignements de la situation à l'étranger. Denis Saint-Martin complète le tour d'horizon en présentant une étude comparative des changements apportés aux institutions et aux pratiques en matière de gouvernance de la politique sociale dans l'Union européenne, le Canada et la Grande-Bretagne. Enfin, Jane Jenson a rédigé le rapport de synthèse final.

« J'ai participé à plusieurs consultations des RCRPP sur les options politiques concernant les enfants d'âge préscolaire et d'âge scolaire. La documentation issue de ces rencontres a servi de fondement à plusieurs recommandations en matière de politiques qui furent finalement approuvées par le Cabinet [...] Merci aux RCRPP pour avoir fourni une information de première qualité, qui a contribué grandement à changer les choses pour les enfants du Nouveau-Brunswick ».

– Consultant en planification sociale

Dans la même veine, les RCRPP ont publié en mai 2004 *Priorité au soutien du revenu : La mise en œuvre de la Loi québécoise visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale*, une évaluation du nouveau plan d'action de lutte contre la pauvreté du gouvernement Charest par Alain Noël, directeur du Centre de recherche sur les politiques et le développement social de l'Université de Montréal.

Le Réseau de la famille a continué de mettre l'accent dans ses travaux sur l'agencement optimal des politiques orientées vers les enfants et les familles. Une nouvelle réalisation majeure du Réseau est le site *Kids Canada Policy Digest/Enfance Canada*. La version anglaise fut lancée sur le site Web principal des RCRPP en avril, tandis que la version française est devenue disponible en juin. *Enfance Canada* offre un accès facile en ligne à des données comparables sur les politiques et les programmes fédéraux, provinciaux et territoriaux qui contribuent au bien-être des enfants et des familles. Puisqu'il nous offre un aperçu exhaustif du contenu et du but des politiques gouvernementales actuelles, le site *Enfance Canada* nous aide à évaluer nos progrès vers une « société aux possibilités multiples pour les familles » dans laquelle nous sommes tous gagnants. Les premiers répertoires de politiques sont axés sur l'administration des politiques et des programmes orientés vers les familles, les politiques fédérales, provinciales et territoriales de soutien du revenu et des congés permettant de s'absenter du travail. De nouveaux répertoires couvrant d'autres champs de politiques seront ajoutés en 2004-2005.

En novembre 2003, les RCRPP ont publié le document, *Articulation travail-famille : Le contre-exemple des pays dits « libéraux » ?*, préparé par Caroline Beauvais et Pascale Dufour, dans lequel les auteures présentent une analyse comparative de la conciliation travail-famille dans trois régimes de bien-être « libéraux » (Royaume-Uni, Canada et Québec). Grâce à l'appui de la Change Foundation et de la Commission du droit du Canada, les RCRPP ont

pu publier une autre étude sur l'« agencement optimal » sous le titre, *What's Fair? Ethical Decision-making in an Aging Society*, préparée par Nuala Kenny de l'Université Dalhousie. Cette étude innovatrice fait appel aux notions d'« équité intergénérationnelle » et d'éthique du soin afin de mettre au point un ensemble de principes directeurs pour orienter la répartition des ressources entre les générations et à l'intérieur de celles-ci.

### *Villes et communautés*

Le lieu est intrinsèquement lié à la création et à la durabilité du bien-être collectif. Les villes et les collectivités, tant de petite que de grande taille, sont des centres d'innovation, de développement économique et d'interaction culturelle et sociale. Avec une population dont plus de 80 pour cent vit en milieux urbains, la qualité de ces endroits importe aux Canadiens. Les villes et les communautés sont donc demeurées un champ de croissance pour le Réseau de la famille en 2003-2004.

**« La production du Réseau de la famille au cours des deux dernières années a été vraiment des plus impressionnante [...] l'ensemble des travaux constitue un exposé articulé sur le développement social, qui est extrêmement utile ».**

– Économiste du marché du travail

En janvier 2004, Neil Bradford, auteur de la publication innovatrice des RCRPP, *Why Cities Matter: Policy Research Perspectives for Canada* (juin 2002), se joignait aux RCRPP à titre d'agréé de recherche à temps partiel pour gérer le programme de recherche sur les *Villes et communautés*. Il dirige une série de dialogues structurés sur les politiques qui visent à mettre en présence les utilisateurs et les créateurs de connaissances sur la politique urbaine. Grâce à un partenariat avec Patrimoine canadien et Industrie Canada, la série fut lancée en juin avec un dialogue



De gauche à droite, rangée d'en arrière : Lynda Becker, Trish Adams et Beverly Boutilier. Rangée d'en avant : Cynthia Williams et David Hay.

structuré sur les villes créatrices. Neil Bradford est aussi à préparer un rapport de recherche sur une gouvernance à niveaux multiples pour publication pendant l'automne. Il a déjà présenté les résultats préliminaires de cette recherche à plusieurs groupes intéressés au pays.

Le *Nexus des enjeux urbains*, le populaire bulletin électronique mensuel du Réseau portant sur des recherches et des nouveautés que prépare Neil Bradford, a continué de paraître en 2003-2004. Un sondage en ligne a fait état d'un niveau de satisfaction élevé par les abonnés au bulletin ainsi que parmi un auditoire diversifié. Plus de 400 nouveaux abonnés se sont ajoutés à la liste de diffusion du *Nexus*, ce qui a porté le nombre total d'abonnés à 1 493 en 2003-2004. Cette hausse de près de 40 pour cent du nombre de lecteurs témoigne de la valeur du *Nexus des enjeux urbains* en tant que ressource essentielle pour les décideurs de tous les ordres de gouvernement, ainsi que pour les étudiants et des spécialistes des politiques partout dans le monde. Les RCRPP miseront sur cet intérêt en 2004-2005 en examinant la possibilité de mettre sur pied un Forum des politiques urbaines à partir du site Web des RCRPP pour les utilisateurs et les créateurs de connaissances sur les politiques urbaines.

Au nom du Groupe de travail du Bureau du Conseil privé sur les questions urbaines, Jane Jenson et Martin Papillon ont animé une initiative fédérale de formulation horizontale de politiques concernant l'innovation et le développement économique dans les villes. L'initiative a mis l'accent notamment sur le rôle du gouvernement fédéral en matière de développement de grappes industrielles, l'innovation dans les collectivités et l'intégration au marché du travail. Dix ministères et organismes fédéraux ont participé à l'initiative.

### *Citoyenneté et diversité*

Nos institutions axées sur la citoyenneté, ainsi que les notions et les pratiques qui servent à promouvoir la cohésion sociale et le respect de la diversité, croissent en importance à mesure que la société canadienne devient plus pluraliste. Dans *The "Canadian Diversity Model": A Repertoire in Search of a Framework* (novembre 2001), Jane Jenson et Martin Papillon soutiennent qu'un compromis entre des ensembles de valeurs concurrentes et un répertoire de pratiques démocratiques libérales caractérise le « modèle de diversité canadien ». Cette réalité demeure une perspective fondamentale dans le domaine. Elle sert aussi de fondement au nouveau portail du Réseau, accessible via l'Internet, consacré aux enjeux de la diversité. Réalisé par Beverly Boutilier, la *Passerelle de la diversité* permettra d'avoir accès rapidement aux recherches et aux connaissances sur les choix de politiques qui ont fait du Canada une société pluraliste. Parmi les caractéristiques uniques de la *Passerelle de la diversité* figure un volet historique, intitulé « Origines », qui utilise des images et des mots pour étudier l'apport de différents champs de politiques au pluralisme canadien.

« Félicitations à votre groupe pour la collection de documents articulés portant sur la politique sociale. Bravo » !

– Conseiller provincial en politiques

En 2003-2004, le Réseau a aussi mis au point une série de tableaux sommaires pour l'Institut canadien d'information sur la santé en vue d'aider à évaluer les progrès accomplis à l'échelle nationale concernant la mise en application de recommandations choisies de la Commission royale sur les peuples autochtones entre 1996 et 2002. En octobre 2003, le Réseau a aussi organisé une consultation sur les politiques au nom des Instituts de recherche en santé du Canada afin de les aider à solliciter des réactions de la part des gens du milieu des politiques concernant un rapport de recherche majeur sur la problématique hommes-femmes, la mondialisation et la santé, dans lequel la diversité culturelle était considérée comme un facteur.

#### **David Hay – Directeur, Réseau de la famille**

Suite au départ de Jane Jenson en juin, David Hay s'est joint aux RCRPP à titre de nouveau directeur du Réseau de la famille en juillet 2004. Avant de se joindre aux RCRPP, il était gestionnaire pour le compte de l'Initiative sur la santé de la population canadienne à l'Institut canadien d'information sur la santé. Il détient un doctorat en santé communautaire de l'Université de Toronto. David Hay possède de nombreuses années d'expérience en recherche et en rédaction sur la santé de la population, le bien-être et le développement social dans les secteurs privé, public et sans but lucratif. Ses champs de spécialisation comprennent les politiques axées sur les enfants et la famille, la pauvreté et l'inégalité, et la mesure et l'évaluation.

« Merci infiniment de m'avoir permis de participer à la table ronde des RCRPP sur une 'Nouvelle architecture sociale'. J'ai apprécié les discussions et, comme toujours, j'ai beaucoup appris. [...] Vos travaux suscitent beaucoup d'intérêt parmi mes collègues et mes contacts ».

– Cadre du YWCA

#### **Personnel du Réseau de la famille :**

Beverly Boutilier, Ph.D., directrice adjointe  
Lynda Becker, gestionnaire de projet  
Trish Adams, adjointe administrative  
(Réseaux de la famille et de la main-d'œuvre)

#### **Agrégé de recherche aux RCRPP responsable du volet « Villes et communautés » :**

Neil Bradford, Ph.D.

#### **Agrégée de recherche principale :**

Cynthia Williams

#### **Associés de recherche au Réseau de la famille :**

Jane Jenson, Ph.D.  
Rianne Mahon, Ph.D.  
Martin Papillon, M.A., L.L.B.  
Denis Saint-Martin, Ph.D.  
Sharon M. Stroick, Ph.D.

« Permettez-moi simplement d'exprimer toute ma gratitude et mon appréciation de pouvoir prendre connaissance des excellents travaux axés sur l'enfant que vous réalisez, y compris ceux portant sur le développement de la petite enfance. Je sais que lorsque vous vous exprimez – vous contribuez au changement et vous influencez le changement. Votre apport aux débats concernant les enjeux névralgiques qui affectent notre secteur est significatif. Je vous en remercie » !

– Directeur général d'un organisme sans but lucratif

# NOS APPUIS FINANCIERS

Pour l'exercice se terminant le 30 juin 2004

## Dons :

- Banque Scotia
- BCE Inc.
- BMO Groupe financier
- COGECO Inc.
- Maclab Enterprises
- Power Corporation du Canada
- Régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario
  
- Les membres du conseil d'administration, du comité de la Campagne et de l'équipe de gestion
- Plusieurs abonnés du *e-network* et des amis des RCRPP

## Financement de projets :

### *Entreprises :*

- Les Associés de recherche Ekos inc.
- Banque de développement du Canada
- Bell Canada
- CIBC
- DVA Navion
- Groupe financier Banque TD
- Groupe SNC-Lavalin inc.
- Holding O.C.B. Inc.
- Home Depot Canada
- Ketchum Canada Inc.
- RBC Groupe financier

### *Ministères, organismes et commissions du gouvernement fédéral :*

- Affaires indiennes et du Nord canadien
- Bureau du Conseil privé
- Bureau de recherche du Caucus libéral
- Centre de recherches pour le développement international
- Citoyenneté et Immigration Canada
- Commission du droit du Canada
- Développement des ressources humaines Canada
- Développement social Canada
- Industrie Canada
- Parcs Canada
- Patrimoine canadien
- Ressources humaines et Développement des compétences Canada
- Santé Canada
- Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
- Société canadienne d'hypothèques et de logement
- Statistique Canada

### *Gouvernements provinciaux :*

#### Alberta

- Ressources humaines et Emploi

#### Colombie-Britannique

- Bureau du sous-ministre au cabinet du Premier ministre
- Ministère de la Jeunesse et de la Famille
- Ministère de la Santé

#### Manitoba

- Ministère des Services à la famille et du Logement



## **Ontario**

- Association des collèges d'arts appliqués et de technologie de l'Ontario (ACAATO)
- Ministère des Finances, consultation préalable au budget
- Ministère de la Formation et des Collèges et Universités (MFCU)
- Ministère de la Santé
- Ministère des Services sociaux et communautaires

## **Saskatchewan**

- Ministère des Ressources communautaires et de l'Emploi

## ***Gouvernements municipaux :***

- Ville de Toronto

## ***Fondations :***

- The Atkinson Charitable Foundation
- The Bertelsmann Foundation
- The Change Foundation
- Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire
- Fondation canadienne de la recherche sur les services de santé
- Fondation RBC
- The Hospital for Sick Children Foundation
- R. Howard Webster Foundation
- J. W. McConnell Family Foundation
- The Muttart Foundation
- The Neptis Foundation

## ***Associations et autres organismes :***

- AFP Foundation for Philanthropy – Canada
- AFP – chapitre de Calgary
- AFP – chapitre de Toronto
- AFP International
- L'Alliance-Éducation
- Association canadienne de santé publique
- Association of Fundraising Professionals (AFP)
- Association médicale canadienne
- Centraide du Canada
- Centre syndical et patronal du Canada
- Conference Board du Canada
- Congrès du travail du Canada
- Initiative sur la santé de la population canadienne
- Institut canadien des urbanistes
- Ordre des médecins et des chirurgiens de l'Ontario
- Organisations nationales bénévoles
- Regroupement des organisations nationales bénévoles
- Société de gestion des déchets nucléaires
- Université de Montréal
- Université de Toronto (Faculté de droit)

## NOS PUBLICATIONS RÉCENTES

### Présidente

*Caregiving – What's It Worth?*, Judith Maxwell, présentation à l'émission radiophonique *Commentary* de la CBC, septembre 2004, 2 pages.

*Hear! Hear! For Citizen Input*, Judith Maxwell, *The Globe and Mail*, mai 2004, 3 pages.

*Sustainable Cities*, Judith Maxwell, article préparé pour *Plan Canada*, février 2004, 3 pages.

*Le point sur l'intérêt public au XXI<sup>e</sup> siècle : Un cadre de référence*, Judith Maxwell et Leslie A. Pal, mémoire soumis au Comité consultatif externe sur la réglementation intelligente, janvier 2004, 54 pages.

*What Do Canadians Want in North America?: Coming of Age in Canada*, Judith Maxwell, notes pour un exposé devant les participants à la conférence d'été de Couchiching, août 2003, 5 pages.

*The Great Social Transformation: Implications for the Social Role of Government in Ontario*, Judith Maxwell, document préparé pour le Comité d'experts sur le rôle du gouvernement, septembre 2003, 50 pages.

*Qu'est-ce que la cohésion sociale et pourquoi faut-il s'en préoccuper ?*, Judith Maxwell, article préparé pour la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, *Tableau de bord*, mars 2003, 4 pages.

### Réseau de la main-d'œuvre

#### Vulnérabilité sur le marché du travail

*Defining Vulnerability in the Labour Market*, Ron Saunders, Document de recherche n° W121, novembre 2003, 37 pages.

#### Qualité des emplois

*Labour Force Ageing and Skill Shortages in Canada and Ontario*, Julie Ann McMullin, Martin Cooke en collaboration avec Rob Downie, Rapport de recherche n° W124, août 2004, 62 pages.

*How Canada Stacks Up: The Quality of Work – An International Perspective*, Richard Brisbois, Rapport de recherche n° W123, décembre 2003, 103 pages.

*Healthy Workplace and Productivity: A Discussion Paper*, Graham Lowe, document préparé pour Santé Canada, avril 2003, 52 pages.

*Healthy Workplace Strategies: Creating Change and Achieving Results*, Graham Lowe, document préparé pour le Bureau des stratégies sur la santé en milieu de travail, Santé Canada, mars 2003, 33 pages.

*Work-Life Balance in the New Millennium: Where Are We? Where Do We Need to Go?*, Linda Duxbury, Chris Higgins, Document de recherche n° W112, octobre 2001, 92 pages.

### *Le secteur à but non lucratif*

*Ce que tous les membres des conseils d'administration des organismes à but non lucratif doivent savoir*, Ron Saunders, *Points saillants de la recherche*, numéro 4, janvier 2004, 8 pages.

*Passion and Commitment Under Stress: Human Resource Issues in Canada's Non-profit Sector – A Synthesis Report*, Ron Saunders, Collection de recherche des RCRPP « Ressources humaines dans le secteur à but non lucratif » – n° 15, janvier 2004, 89 pages.

*Coping with Change: Human Resource Management in Canada's Non-profit Sector*, Kathryn McMullen, Richard Brisbois, Collection de recherche des RCRPP « Ressources humaines dans le secteur à but non lucratif » – n° 14, décembre 2003, 60 pages.

*Evaluating Policy Research*, Caroline Pestieau, Rapport de recherche n° W122, décembre 2003, 31 pages.

*Portrait of Canadian Fundraising Professionals – Results of the AFP/CPRN Survey of Fundraisers 2002*, Kathryn McMullen, Document de recherche n° W120, juillet 2003, 148 pages.

*Skills and Training in the Non-profit Sector*, Kathryn McMullen, Grant Schellenberg, Collection de recherche des RCRPP « Ressources humaines dans le secteur à but non lucratif » – n° 13, mars 2003, 68 pages.

*Job Quality in Non-profit Organizations*, Kathryn McMullen, Grant Schellenberg, Collection de recherche des RCRPP « Ressources humaines dans le secteur à but non lucratif » – n° 12, janvier 2003, 75 pages.

*Mapping the Non-profit Sector*, Kathryn McMullen, Grant Schellenberg, Collection de recherche des RCRPP « Ressources humaines dans le secteur à but non lucratif » – n° 11, décembre 2002, 73 pages.

### **Le nexus apprentissage-travail**

#### *Les fondements du succès*

*Mesurer le succès – Rapport d'étape sur la qualité de l'enseignement public au Canada*, Kathryn McMullen, Cahier n° 1, mai 2003, 8 pages.

#### *Enseignement post-secondaire*

##### *– Enjeux relatifs à l'offre et à la demande*

*A Family Affair: The Impact of Paying for College or University*, Fred Hemingway Consulting et Kathryn McMullen, document préparé pour le Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire, juin 2004, 53 pages.

### **Réseau de la santé**

#### **Renforcer l'imputabilité dans le système canadien de soins de santé**

##### *Notions d'imputabilité*

*Accountability in Health Care and Legal Approaches*, Nola M. Ries, Timothy Caulfield, Documents sur l'imputabilité dans les soins de santé – n° 13, mai 2004, 45 pages.

*Engaging Citizens: One Route to Health Care Accountability*, Julia Abelson, François-Pierre Gauvin, Documents sur l'imputabilité dans les soins de santé – n° 12, avril 2004, 63 pages.

*Rhetoric, Fallacy or Dream? Examining the Accountability of Canadian Health Care to Citizens.*  
Cathy Fooks, Lisa Maslove, Documents sur l'imputabilité dans les soins de santé – n° 11, mars 2004, 54 pages.

### **Gérer et appliquer le changement dans le système canadien de soins de santé**

*Implementing Primary Care Reform in Canada: Barriers and Facilitators,* Cathy Fooks, juillet 2004, 11 pages.

*The Taming of the Queue: Wait Time Measurement, Monitoring and Management – Colloquium Report,* Cathy Fooks, mars 2004, 24 pages.

### **Gérer le renouveau de la santé dans le système canadien de soins de santé**

#### *Planification des ressources humaines en santé*

*Our Health, Our Future: Creating Quality Workplaces for Canadian Nurses – A Progress Report on Implementing the Final Report of the Canadian Nursing Advisory Committee,* Lisa Maslove, Cathy Fooks, juillet 2004, 36 pages.

### **Réseau de la participation publique**

#### **Dialogues avec les citoyens**

*A Report on the Workshop on Evaluation of Public Involvement Activities,* Sandra Zagon, juillet 2003, 14 pages.

#### *Dialogues entre citoyens sur la stratégie budgétaire de l'Ontario 2004-2008*

« *Confiance et équilibre* » – *Dialogue avec les citoyens sur la stratégie budgétaire de l'Ontario 2004-2008,* Judith Nolté, Judith Maxwell, Mary Pat MacKinnon, Rapport de recherche n° P103, avril 2004, 51 pages.

#### *Dialogue entre citoyens sur la gestion à long terme du combustible nucléaire irradié au Canada*

*Action responsable – Dialogue entre citoyens sur la gestion à long terme du combustible nucléaire irradié,* Judith Watling, Judith Maxwell, Nandini Saxena, Suzanne Taschereau, Rapport de recherche n° P104, juillet 2004, 88 pages.

#### *Le Canada que nous voulons*

*Citizens' Dialogue Experience: Follow-up Survey Results,* Nandini Saxena, octobre 2003, 40 pages.

*Dialogue entre citoyens sur l'avenir du Canada : Un contrat social pour le 21<sup>e</sup> siècle,* Mary Pat MacKinnon, Judith Maxwell, Steven Rosell, Nandini Saxena, avril 2003, 74 pages.

*Framing the Canadian Social Contract: Integrating Social, Economic and Political Values Since 1940,* David Laycock et Greg Clarke, Document de recherche n° P102, novembre 2002, 63 pages.

*Canada's Social Contract: Evidence from Public Opinion,* Matthew Mendelsohn, Document de recherche n° P101, novembre 2002, 92 pages.

### *Projet sur les indicateurs de la qualité de vie*

*Workshop on Quality of Life – Summary Report*, Sandra Zagon, août 2003, 23 pages.

*La qualité de vie au Canada : Bulletin des citoyens et citoyennes*, septembre 2002, 24 pages.

### **Développement d'un potentiel pour la participation publique**

*Integrating Citizens' Voices into Policy Discourse*, rapport portant sur le forum communautaire des RCRPP, Conférence de l'IAP2, le 21 mai 2003, 9 pages.

*Information to Empowerment: A Global Perspective*, Mary Pat MacKinnon, Nandini Saxena, Miriam Wyman, Notes sommaires relatives à la Conférence 2003 de l'IAP2 du 19 au 22 mai 2003, 15 pages.

## **Réseau de la famille**

### **Agencement optimal des politiques au Canada**

#### *Évolution de l'architecture sociale du Canada*

*Les nouveaux risques sociaux au Canada : Des orientations pour une nouvelle architecture sociale*, Jane Jenson, Documents sur l'architecture sociale, Rapport de recherche n° F143, septembre 2004, 83 pages.

*Citizens' Values and the Canadian Social Architecture: Evidence from the Citizens' Dialogue on Canada's Future*, Mary Pat MacKinnon, Documents sur l'architecture sociale, Rapport de recherche n° F142, juin 2004, 53 pages.

*Coordinating Interdependence: Governance and Social Policy Redesign in Britain, the European Union and Canada*, Denis Saint-Martin, Documents sur l'architecture sociale, Rapport de recherche n° F141, mai 2004, 65 pages.

*Lessons from Abroad: Towards a New Social Model for Canada's Aboriginal Peoples*, Martin Papillon, Gina Cosentino, Documents sur l'architecture sociale, Rapport de recherche n° F140, avril 2004, 41 pages.

*Urgent Need, Serious Opportunity: Towards a New Social Model for Canada's Aboriginal Peoples*, Frances Abele, Documents sur l'architecture sociale, Rapport de recherche n° F139, avril 2004, 57 pages.

*One Discourse, Three Dialects: Changing the Social Model in Australia, the United Kingdom, and the United States*, Roxanne M. Pawlick, Sharon M. Stroick, Documents sur l'architecture sociale, Rapport de recherche n° F138, janvier 2004, 126 pages.

*Social Protection Reforms in Europe: Strategies for a New Social Model*, Bruno Palier, Documents sur l'architecture sociale, Rapport de recherche n° F137, janvier 2004, 65 pages.

*The Canadian Social Model: The Logics of Policy Development*, Gerard Boychuk, Documents sur l'architecture sociale, Rapport de recherche n° F136, janvier 2004, 57 pages.

*Catching Up to Reality: Building the Case for a New Social Model*, Jane Jenson, Documents sur l'architecture sociale, Rapport de recherche n° F135, janvier 2004, 65 pages.



### *Enfants et familles*

*Priorité au soutien du revenu : La mise en œuvre de la Loi québécoise visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale*, Alain Noël, mai 2004, 16 pages.

*L'État social québécois n'a pas été que producteur de corporatismes mais aussi d'identité*, Denis Saint-Martin, février 2004, 3 pages.

*Articulation travail-famille : Le contre-exemple des pays dits « libéraux » ?*, Caroline Beauvais, Pascale Dufour, Rapport de recherche n° F134, novembre 2003, 21 pages.

*The Well-being of Children: Are There "Neighbourhood Effects"?*, Caroline Beauvais, Jane Jenson, Document de recherche n° F131, mars 2003, 56 pages.

*Redesigning the "Welfare Mix" for Families: Policy Challenges*, Jane Jenson, Document de recherche n° F130, février 2003, 82 pages.

### *Équité intergénérationnelle*

*What's Fair? Ethical Decision-making in an Aging Society*, Nuala Kenny, Rapport de recherche n° F144, mai 2004, 65 pages.

### *Villes et communautés*

*Creative Cities: What Are They For, How Do They Work, and How Do We Build Them?*, Meric S. Gertler, Rapport de recherche n° F148, août 2004, 48 pages.

*Creative Cities: Principles and Practices*, Nancy Duxbury, Rapport de recherche n° F147, août 2004, 24 pages.

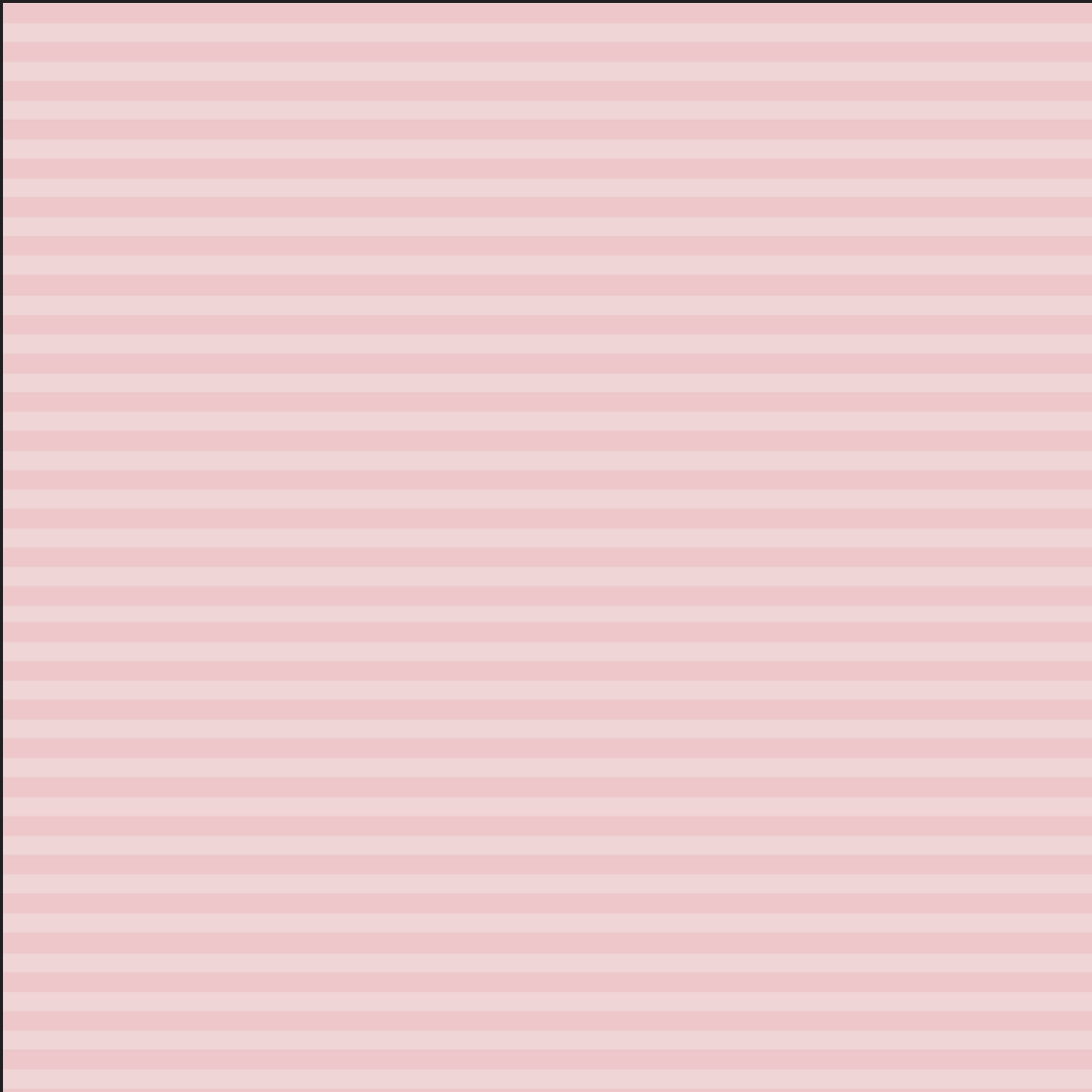
*Creative Cities Structured Policy Dialogue Backgrounder*, Neil Bradford, Rapport de recherche n° F146, août 2004, 21 pages.

*Des villes créatives : Compte rendu des dialogues structurés sur les stratégies urbaines*, Neil Bradford, Rapport de recherche n° F145, août 2004, 25 pages.

*Place Matters and Multi-level Governance: Perspectives on a New Urban Policy Paradigm*, Neil Bradford, février 2004, 13 pages.

*Des villes et des collectivités qui fonctionnent : pratiques innovatrices, politiques habilitantes*, Neil Bradford, Document de recherche n° F132, juin 2003, 96 pages.





# ÉTATS FINANCIERS

## Rapport des vérificateurs

### Aux membres de

RCRPP Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques inc./  
CPRN Canadian Policy Research Networks Inc.

Nous avons vérifié le bilan des RCRPP Réseaux canadiens de recherches en politiques publiques inc./CPRN Canadian Policy Research Networks Inc. au 30 juin 2004 et les états des revenus et dépenses, de l'évolution des actifs nets et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la société au 30 juin 2004 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la Loi sur les corporations canadiennes, nous déclarons qu'à notre avis, ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

*Raymond Chabot Grant Thornton*

Comptables agréés

Ottawa, Canada  
Le 11 août 2004

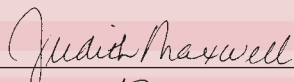
# Bilan

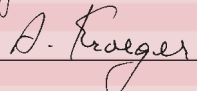
au 30 juin 2004

|  | 2004             | 2003             |
|--|------------------|------------------|
|  | \$               | \$               |
| <b>ACTIF</b>                             |                  |                  |
| <b>Actif à court terme</b>               |                  |                  |
| Espèces et quasi-espèces                 | 418 347          | 501 953          |
| Subventions et autres débiteurs          | 546 565          | 333 003          |
| Frais payés d'avance                     | 29 745           | 12 606           |
|  | <u>994 657</u>   | <u>847 562</u>   |
| Placements (note 3)                      | 4 156 132        | 4 717 970        |
| Immobilisations (note 4)                 | 284 848          | 354 941          |
|  | <u>5 435 637</u> | <u>5 920 473</u> |
| <b>PASSIF</b>                            |                  |                  |
| <b>Passif à court terme</b>              |                  |                  |
| Comptes fournisseurs et frais courus     | 179 637          | 179 605          |
| Portion court terme des apports reportés | 1 288 392        | 1 227 873        |
|  | <u>1 468 029</u> | <u>1 407 478</u> |
| Apports reportés (note 6)                | 3 680 974        | 4 226 361        |
|  | <u>5 149 003</u> | <u>5 633 839</u> |
| <b>ACTIFS NETS</b>                       |                  |                  |
| Investis en immobilisations              | 284 848          | 354 941          |
| Non affectés                             | 1 786            | (68 307)         |
|  | <u>286 634</u>   | <u>286 634</u>   |
|  | <u>5 435 637</u> | <u>5 920 473</u> |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil,

 Administrateur

 Administrateur



# Revenus et dépenses

de l'exercice terminé le 30 juin 2004

|  | 2004             | 2003             |
|--|------------------|------------------|
|  | \$               | \$               |
| <b>Revenus</b>   |                  |                  |
| Subventions pour projets   | 2 874 969        | 2 319 279        |
| Fonds d'innovation du président et autres dons   | 73 805           | 25 775           |
| Revenus de placements (note 6)   | 244 303          | 293 624          |
| Honoraires   | 33 528           | 19 961           |
| Salaires en nature   | 92 779           | 100 124          |
| Autre  | 11 501           | 14 110           |
|  | <u>3 330 885</u> | <u>2 772 873</u> |
| <b>Dépenses</b>  |                  |                  |
| Frais de bureau  |                  |                  |
| Fournitures et équipement de bureau  | 98 815           | 134 107          |
| Location de bureaux  | 161 737          | 152 011          |
| Télécommunications   | 28 902           | 33 593           |
| Poste et messagerie  | 16 206           | 30 525           |
| Divers   | 12 371           | 12 242           |
|  | <u>318 031</u>   | <u>362 478</u>   |
| Salaires et charges sociales   | 2 038 381        | 1 978 000        |
| Salaires en nature   | 92 779           | 100 124          |
| Frais de recherche et de réseaux   | 1 165 046        | 1 056 705        |
| Services contractuels et professionnels  | 33 836           | 106 250          |
| Déplacements et représentation   | 53 338           | 45 327           |
| Documentation et cotisations   | 11 285           | 11 456           |
| Publications   | 78 662           | 132 098          |
| Perte sur cession d'immobilisations  | 34 009           | 9 163            |
| Moins-value sur placements (note 3)  |                  | 200 000          |
| Amortissement des immobilisations  | 102 661          | 100 798          |
|  | <u>3 928 028</u> | <u>4 102 399</u> |
| <b>Insuffisance des revenus sur les dépenses avant<br/>la subvention non affectée à long terme</b> | (597 143)        | (1 329 526)      |
| <b>Subvention non affectée à long terme</b> (note 6)   | <u>597 143</u>   | <u>1 329 526</u> |
| <b>Excédent des revenus sur les dépenses</b>   | <u>-</u>         | <u>-</u>         |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Évolution des actifs nets

de l'exercice terminé le 30 juin 2004

|   | Investis en immobilisations | Non affectés | Total          |                |
|---|-----------------------------|--------------|----------------|----------------|
|   |                             |              | 2004           | 2003           |
|   | \$                          | \$           | \$             | \$             |
| Solde au début  | 354 941                     | (68 307)     | 286 634        | 286 634        |
| Excédent (insuffisance) des revenus<br>sur les dépenses | (136 670)                   | 136 670      |                |                |
| Acquisitions nettes d'immobilisations                   | 66 577                      | (66 577)     |                |                |
| Solde à la fin  | <u>284 848</u>              | <u>1 786</u> | <u>286 634</u> | <u>286 634</u> |

## Flux de trésorerie

|   | 2004             | 2003               |
|---|------------------|--------------------|
|   | \$               | \$                 |
| <b>ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>                               |                  |                    |
| <b>Éléments hors caisse</b>                                   |                  |                    |
| Amortissement des immobilisations                             | 102 661          | 100 798            |
| Amortissement des primes et escomptes à l'achat d'obligations | (37 124)         | (41 268)           |
| Perte sur cession d'immobilisations                           | 34 009           | 9 163              |
| Moins-value sur placements                                    |                  | 200 000            |
| Variations d'éléments du fonds de roulement (note 7)          | (715 537)        | (1 311 047)        |
| <b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>   | <u>(615 991)</u> | <u>(1 042 354)</u> |
| <b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>                             |                  |                    |
| Acquisition d'immobilisations                                 | (66 577)         | (126 242)          |
| Cession d'immobilisations                                     |                  | 4 624              |
| Encaissement de placements en obligations                     | 898 962          | 2 219 710          |
| Placements  | (300 000)        | (1 798 088)        |
| <b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b> | <u>532 385</u>   | <u>300 004</u>     |
| <b>Diminution nette des espèces et quasi-espèces</b>          | <b>(83 606)</b>  | <b>(742 350)</b>   |
| Espèces et quasi-espèces, au début                            | 501 953          | 1 244 303          |
| Espèces et quasi-espèces, à la fin                            | <u>418 347</u>   | <u>501 953</u>     |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

# Notes complémentaires

au 30 juin 2004

## 1 STATUTS ET NATURE DES ACTIVITÉS

RCRPP Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques inc./CPRN Canadian Policy Research Networks Inc., une société sans but lucratif constituée selon la Partie II de la Loi sur les corporations canadiennes, vise à promouvoir au Canada les connaissances en matière socioéconomique ainsi qu'à établir, maintenir et opérer des réseaux de recherche. Les RCRPP sont un organisme de charité au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu.

## 2 CONVENTIONS COMPTABLES

### Estimations comptables

Pour dresser des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, la direction de la société doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la société pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

### Placements

Les placements sont comptabilisés au coût. L'escompte ou la prime à l'achat sur les obligations sont amortis sur la durée restante de l'obligation.

### Immobilisations

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon les méthodes d'amortissement, les taux annuels et la période qui suivent :

|                                      | <u>Méthodes</u> | <u>Taux et période</u> |
|--------------------------------------|-----------------|------------------------|
| Mobilier et équipement               | Dégressif       | 20 %                   |
| Équipement informatique et logiciels | Dégressif       | 30 %                   |
| Améliorations locatives              | Linéaire        | 7 ans                  |

### Constataion des produits

La société applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Selon cette méthode, les apports affectés à des charges d'exercices futurs sont reportés et constatés à titre de produits du fonds approprié au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits du fonds approprié lorsqu'ils sont reçus ou lorsqu'ils sont à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que son encaissement est raisonnablement assuré.

### Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur des actifs et des passifs financiers à court terme se rapproche de la valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée.

### 3 PLACEMENTS

|   | 2004             | 2003             |
|---|------------------|------------------|
|   | \$               | \$               |
| Obligations portant intérêt à des taux variant de 6,15 % à 7,75 %, venant à terme entre août 2005 et juillet 2012 et ayant un taux effectif moyen de 6,7 % (valeur au marché de 3 673 165 \$; 4 315 519 \$ en 2003) | 3 257 450        | 4 119 288        |
| Certificat de dépôt garanti, portant intérêt à 1,95 %, venant à terme le 8 juin 2005 (valeur au marché de 300 000 \$)   | 300 000          |                  |
| 17 525 unités de divers fonds mutuels à indice boursier, au coût (valeur au marché 673 257 \$; 557 463 \$ en 2003)  | <u>598 682</u>   | <u>598 682</u>   |
|   | <u>4 156 132</u> | <u>4 717 970</u> |

Bien que le portefeuille des RCRPP soit principalement composé d'obligations, l'organisme diversifie son risque de placement en investissant dans des fonds mutuels. La valeur de réalisation nette de ces fonds dépend ultimement de leur valeur au marché.

La valeur au marché des fonds mutuels à indice boursier étant inférieure à la valeur aux livres, une moins-value de 200 000 \$ a été enregistrée en 2003. Préalablement à l'enregistrement de cette moins-value, la valeur aux livres des placements en fonds mutuels était de 798 682 \$.

#### 4 IMMOBILISATIONS

|                                      | 2004           |                      |                 |
|--------------------------------------|----------------|----------------------|-----------------|
|                                      | Coût           | Amortissement cumulé | Coût non amorti |
|                                      | \$             | \$                   | \$              |
| Mobilier et équipement               | 149 939        | 69 315               | 80 624          |
| Équipement informatique et logiciels | 363 097        | 211 316              | 151 781         |
| Améliorations locatives              | 87 863         | 35 420               | 52 443          |
|                                      | <u>600 899</u> | <u>316 051</u>       | <u>284 848</u>  |

|                                      | 2003           |                      |                 |
|--------------------------------------|----------------|----------------------|-----------------|
|                                      | Coût           | Amortissement cumulé | Coût non amorti |
|                                      | \$             | \$                   | \$              |
| Mobilier et équipement               | 255 639        | 192 896              | 62 743          |
| Équipement informatique et logiciels | 550 122        | 318 283              | 231 839         |
| Améliorations locatives              | 83 505         | 23 146               | 60 359          |
|                                      | <u>889 266</u> | <u>534 325</u>       | <u>354 941</u>  |

#### 5 EMPRUNT BANCAIRE

L'emprunt bancaire, d'un montant autorisé maximum de 200 000 \$, porte intérêt au taux préférentiel plus 0,5 %. Aucun montant n'était utilisé en date du 30 juin 2004 (néant \$ en 2003).

#### 6 APPORTS REPORTÉS

Au cours de 1999, les RCRPP ont reçu une subvention à long terme non affectée de 9 000 000 \$ du gouvernement du Canada. Ces fonds, ainsi que tout revenu futur d'intérêt y afférent, serviront à financer des investissements dans les recherches en cours et à développer d'autres programmes de recherche. La contribution était sujette à certaines conditions et engagements, dont une vérification externe de la viabilité du programme des RCRPP avant le 31 mars 2004. En vue de satisfaire à cette exigence au 30 juin 2004, le travail sur place de la vérification externe était en cours.

Les RCRPP, dans le cadre des engagements envers le gouvernement, ont adopté une politique à long terme pour l'utilisation de ces fonds. Le montant à allouer à chaque exercice dépendra de l'approbation des allocations par le Conseil. Durant l'exercice se terminant le 30 juin 2005, il est proposé que 830 000 \$ (850 000 \$ en



2004) excluant les revenus de placements seront alloués pour couvrir les dépenses autorisées. Ce montant est inclus dans les apports de subvention reportés à court terme, avec 3 651 395 \$ (4 226 361 \$ en 2003) apparaissant au bilan au poste apports de subvention reportés à long terme.

Les revenus de placements gagnés sur la subvention non affectée à long terme se chiffrent à 237 982 \$ (287 996 \$ en 2003).

Les RCRPP ont également reçu certains dons affectés au Fonds d'innovation de la présidente (FIP) s'élevant à 181 172 \$ (152 208 \$ en 2003). Les dépenses autorisées relatives au FIP se sont élevées à 73 805 \$ (25 775 \$ en 2003), laissant ainsi un montant de 276 755 \$ (169 388 \$ en 2003) comme apport reporté relativement à ce fonds. De ce montant, 245 000 \$ (169 388 \$ en 2003) est présenté dans la portion court terme.

Les apports reportés se détaillent comme suit :

|  | 2004             | 2003             |
|--|------------------|------------------|
|  | \$               | \$               |
| Subventions de projets                         |                  |                  |
| Solde au début                                 | 208 485          | 302 817          |
| Montants reçus                                 | 2 879 877        | 2 594 612        |
| Dépenses encourues                             | (2 874 969)      | (2 688 944)      |
| Solde à la fin                                 | <u>213 393</u>   | <u>208 485</u>   |
| Fonds d'innovation de la présidente            |                  |                  |
| Solde au début                                 | 169 388          | 42 955           |
| Montants reçus                                 | 181 172          | 152 208          |
| Dépenses encourues                             | (73 805)         | (25 775)         |
| Solde à la fin                                 | <u>276 755</u>   | <u>169 388</u>   |
| Apport de subvention non affectée à long terme |                  |                  |
| Solde au début                                 | 5 076 361        | 6 405 887        |
| Allocation annuelle                            | (597 143)        | (1 329 526)      |
| Solde à la fin                                 | <u>4 479 218</u> | <u>5 076 361</u> |
| Total des apports reportés                     | <u>4 969 366</u> | <u>5 454 234</u> |

## 7 INFORMATIONS SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

Les variations d'éléments du fonds de roulement se détaillent comme suit :

|                                      | 2004             | 2003               |
|--------------------------------------|------------------|--------------------|
|                                      | \$               | \$                 |
| Subventions et autres débiteurs      | (213,562)        | 110,830            |
| Frais payés d'avance                 | (17,139)         | 26,368             |
| Comptes fournisseurs et frais courus |                  | (150,820)          |
| Apports reportés                     | <u>(484,836)</u> | <u>(1,297,425)</u> |
|                                      | <u>(715,537)</u> | <u>(1,311,047)</u> |

## 8 ENGAGEMENT

L'organisme s'est engagé d'après un contrat de location échéant le 31 octobre 2007 à verser une somme de 529 768 \$ pour de l'espace de bureau. Les paiements minimums exigibles pour les quatre prochains exercices s'élèvent à 158 930 \$ en 2005, 2006 et 2007 et 52 978 \$ en 2008.



**Conseil d'administration : de gauche à droite, rangée d'en arrière :** Allan C. Shaw, Jim Dinning, Robert Greenhill et Robert D. Brown.

**Rangée d'en avant :** l'Hon. Margaret Norrie McCain, Arthur Kroeger, Président du conseil d'administration, Michèle Thibodeau-DeGuire, Judith Maxwell, Janice Charette et Peter Hicks.

# Conseil

# MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

## **Arthur Kroeger,**

Président du conseil d'administration  
Ancien sous-ministre fédéral  
Chancelier émérite de l'Université Carleton  
Ottawa (Ontario)

## **Gordon Betcherman**

Économiste principal  
Marché du travail  
Banque mondiale  
Washington (DC)

## **Robert D. Brown**

Ancien économiste invité Clifford Clark  
au ministère fédéral des Finances et ancien  
président et chef de la direction de Price Waterhouse  
(maintenant Price Waterhouse Coopers)  
Toronto (Ontario)

## **Janice Charette**

Sous-ministre déléguée  
Santé Canada  
Ottawa (Ontario)

## **Jim Dinning**

Vice-président exécutif  
Développement durable et Relations extérieures  
TransAlta Corporation  
Calgary (Alberta)

## **Robert Greenhill**

Cadre supérieur invité  
Centre de recherches pour  
le développement international  
Ancien président et chef de l'exploitation  
Bombardier International  
Montréal (Québec)

## **Judith Maxwell**

Présidente  
RCRPP inc.  
Ottawa (Ontario)

## **Honorable Margaret Norrie McCain**

Ancienne lieutenant-gouverneure  
du Nouveau-Brunswick  
Toronto (Ontario)

## **Peter Meekison**

Administrateur public (Transition)  
Okanagan University College  
Kelowna (Colombie-Britannique)

## **Courtney Pratt**

Président et chef de la direction  
Stelco Inc.  
Hamilton (Ontario)

## **Allan C. Shaw**

Président et chef de la direction  
The Shaw Group  
Halifax (Nouvelle-Écosse)

## **Michèle Thibodeau-DeGuire**

Présidente et directrice générale  
Centraide du Grand Montréal  
Montréal (Québec)

## **Cynthia Williams**

Sous-ministre adjointe  
Développement social Canada  
Gatineau (Québec)

## **À compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004**

### **Tony Dean (membre)**

Secrétaire du Cabinet  
et greffier du conseil exécutif  
Gouvernement de l'Ontario  
Toronto (Ontario)

### **Peter Hicks (observateur)**

Sous-ministre adjoint  
Développement social Canada  
Gatineau (Québec)

### **Andrew Treusch (observateur)**

Sous-ministre adjoint  
Ressources humaines et Développement  
des compétences Canada  
Gatineau (Québec)

## **Membres associés du conseil d'administration des RCRPP**

### **Jalynn H. Bennett**

Présidente  
Jalynn H. Bennett & Associates  
Toronto (Ontario)

### **Denis Gauthier**

Sous-ministre adjoint  
DEFS  
Finances Canada  
Ottawa (Ontario)

## **Michèle Jean**

Conseillère en développement de programmes  
Faculté des études supérieures  
Université de Montréal  
Montréal (Québec)

## **Jim Lahey**

Secrétaire délégué  
Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada  
Ottawa (Ontario)

## **Avrim Lazar**

Président et chef de la direction  
Association des produits forestiers du Canada  
Ottawa (Ontario)

## **Harvey Lazar**

Directeur  
Institut des relations intergouvernementales  
Université Queen's  
Kingston (Ontario)

## **L. Jacques Ménard**

Président du conseil, BMO Nesbitt Burns  
Président, BMO Groupe financier  
Montréal (Québec)

## **Mary Mogford**

Ancienne sous-ministre en Ontario et  
Associée, Mogford Campbell Associates  
Newcastle (Ontario)

## **Alan Nymark**

Commissaire  
Agence du revenu du Canada  
Ottawa (Ontario)

## **Munir A. Sheikh**

Sous-secrétaire du Cabinet  
(Secrétariat de l'examen des dépenses)  
Bureau du Conseil privé  
Ottawa (Ontario)

## **Edward Waitzer**

Associé principal  
Stikeman Elliott LLP  
Toronto (Ontario)





## Comment obtenir les publications des RCRPP

Les rapports de recherche, les documents de recherche, les documents de base et divers résumés et rapports d'ateliers de travail sont disponibles sur demande au (613) 567-7500 ou ils peuvent être téléchargés sans frais à partir du site Web des RCRPP à l'adresse : <http://www.rcrpp.org>

Les imprimés des publications diffusées avant 2001 peuvent être commandés auprès de Renouf Publishing Company Limited  
Téléphone : (613) 745-2665 • Télécopieur : (613) 745-7660  
<http://www.renoufbooks.com>

## Emplacement des magasins de Renouf :

**Magasin d'Ottawa** : 71½, rue Sparks  
Téléphone : (613) 238-8985 • Télécopieur : (613) 238-6041

**Magasin de Toronto** : 12, rue Adelaide Ouest  
Téléphone : (416) 363-3171 • Télécopieur : (416) 363-5963

Vous pouvez également télécharger les publications sans frais depuis le site Web des RCRPP à l'adresse : <http://www.rcrpp.org>

## Abonnement à *e-network*

Un service gratuit d'information hebdomadaire par courrier électronique, *e-network*, offre aux abonnés de courtes mises à jour des projets de recherche ou des activités de l'organisation. Visitez le site [www.e-network.ca](http://www.e-network.ca) pour vous abonner.

## Abonnement à *Info-Réseaux*

Les RCRPP publient un bulletin trimestriel, qui est disponible sur abonnement :

Téléphone : (613) 567-7500 • Télécopieur : (613) 567-7640

Le bulletin peut aussi être téléchargé depuis le site Web des RCRPP à l'adresse : <http://www.rcrpp.org>



